

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

La République démocratique du Congo (RDC) est une république supposément centralisée, avec une population d'environ 60 millions d'habitants. Le président et la chambre basse du Parlement (Assemblée nationale) sont élus au suffrage populaire ; les membres de la chambre haute (le Sénat) sont nommés par les assemblées provinciales. Les élections présidentielles et législatives de 2006, qui ont mis en lice plusieurs partis, ont été jugées crédibles malgré certaines irrégularités ; les élections sénatoriales de 2007, tenues au suffrage indirect, ont été entachées d'allégations d'achat de vote.

Les conflits internes survenus dans les provinces de la région est du pays, le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, impulsés en grande partie par l'exploitation illégale de ressources naturelles, ainsi qu'un autre conflit dans la province du Bas-Congo dans l'ouest du pays, ont eu des incidences extrêmement néfastes sur la sécurité et les droits de l'homme durant l'année. Les accords de paix de Goma signés en janvier par les autorités nationales et plus de 20 groupes armés des provinces orientales du Nord-Kivu et Sud-Kivu ont amené un cessez-le-feu et ouvert la voie d'une paix durable dans la région. Les progrès réalisés ont été inégaux, le Sud-Kivu connaissant une paix relative et les milices de cette région participant continument au processus de désengagement. Au Nord-Kivu, les modestes progrès dans la mise en œuvre des accords durant le premier semestre se sont effondrés en raison de la reprise des combats en août, qui ont perpétué la situation d'anarchie régnant dans de nombreuses régions de l'est.

Le 12 décembre, le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo établi en application de la résolution 1807 du Conseil de sécurité des Nations Unies, a relaté que les autorités rwandaises ont fourni du matériel militaire et été complices dans le recrutement de soldats, y compris des enfants, pour soutenir les forces rebelles du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) dirigées par un ancien général des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), Laurent Nkunda. De plus, le Groupe d'experts des Nations Unies a produit de nombreux éléments de preuve crédibles selon lesquelles certains éléments des FARDC ont fourni un appui aux Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), qui ont commis de nombreux abus dans l'est du Congo durant l'année et étaient principalement constituées de Hutus du Rwanda voisin dont certains qui ont participé au génocide rwandais de 1994. Toujours en décembre, les gouvernements rwandais et congolais se sont rencontrés pour mettre en place une stratégie commune dans le but d'éliminer les FDLR.

À la fin de l'année, le contrôle gouvernemental restait faible dans de nombreuses régions du pays, en particulier dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. En général, les forces de sécurité échappaient au contrôle effectif des autorités civiles.

Dans toutes les régions du pays, les résultats obtenus par le Gouvernement en matière de droits de l'homme sont restés médiocres et les forces de sécurité ont continué d'agir avec impunité pendant l'année, commettant de nombreuses exactions graves, notamment des meurtres, des enlèvements, des tortures et des viols. Les forces de sécurité ont également procédé à des arrestations et des détentions arbitraires. Les conditions très rudes mettant en danger la vie des personnes dans les prisons et les centres de détention, les détentions préventives prolongées, le manque d'indépendance et d'efficacité de la justice et les intrusions arbitraires dans la vie privée, la famille et le domicile sont également restés de graves problèmes. Les forces de sécurité ont détenu des enfants soldats et ont contraint des civils au travail forcé. Des membres des forces de sécurité ont aussi continué à maltraiter et à menacer des journalistes, contribuant ainsi au déclin de la liberté de la presse. La corruption est restée omniprésente au niveau du Gouvernement. Les forces de sécurité ont parfois battu et menacé les défenseurs locaux des droits de l'homme et harcelé les enquêteurs des Nations unies sur les droits de l'homme. La discrimination contre les femmes et les minorités ethniques, le trafic de personnes, le travail des enfants et le manque de

protection des droits des travailleurs sont restés monnaie courante dans tout le pays. La pratique d'esclavage à l'encontre des Pygmées a eu cours.

Des groupes armés ont continué à commettre de nombreuses exactions graves, dont certaines auraient pu être qualifiées de crimes de guerre, y compris des meurtres, des disparitions et des tortures. Ils ont également recruté et détenu des enfants soldats, imposé le travail forcé et commis de nombreux crimes de violence sexuelle et d'autres qui pourraient constituer des crimes de guerre.

RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

Section 1 Respect de l'intégrité de la personne, y compris vivre à l'abri des actes suivants :

a. Privation arbitraire ou illégale de la vie

Il a été signalé que le gouvernement ou ses agents auraient commis des assassinats pour des raisons politiques.

Le 6 juillet, des membres basés à Kinshasa appartenant à la Garde républicaine, un corps d'armée d'élite sous le contrôle du président Joseph Kabila, a tué Daniel Botethi, vice-président de l'Assemblée provinciale de cette ville et figure de proue du parti d'opposition Mouvement de libération du Congo (MLC), dont le chef Jean-Pierre Bemba était candidat à la présidence face à M. Kabila en 2006. Les soldats ont abattu M. Botethi et son garde du corps à un barrage routier à Kinshasa, près du lieu de l'agression commise en mai, ayant causé des blessures au sénateur de l'opposition Adolphe Onusumba. Le MLC suspendit par la suite sa participation aux organismes gouvernementaux pour signifier sa protestation contre ce meurtre. Le 22 septembre, le Tribunal militaire de Kinshasa/Ngaliema condamnait à mort quatre soldats de la Garde républicaine pour leur participation au meurtre. Durant le procès, un soldat accusé du meurtre affirma que le gouverneur de Kinshasa André Kimbuta, allié du président Kabila, avait ordonné l'assassinat, mais le rapprochement entre les faits ne fut jamais prouvé.

Dans l'est, les forces de sécurité ont procédé à des exécutions sommaires de civils et ont tué des civils lors d'affrontements avec des groupes armés illégaux (voir section 1.g).

Des membres des forces de sécurité ont à plusieurs occasions procédé à des exécutions arbitraires et sommaires de civils, parfois durant leur appréhension ou lorsqu'ils se trouvaient en garde à vue, et souvent parce qu'ils refusaient de se laisser dépouiller de leurs biens, d'effectuer des services personnels ou tentaient d'échapper au viol. Par exemple, selon le Bureau commun des Nations Unies pour les droits de l'homme dans le pays, le 23 janvier, un agent de la Police nationale congolaise (PNC) a abattu à Bulukutu (province de l'Équateur) un civil qui servait à déjeuner un groupe d'agents de police en disant que la victime avait donné une portion plus grande à ses collègues de la police. Après avoir arrêté l'auteur du crime, les autorités l'ont relâché, avançant comme motif l'absence de locaux de détention. À la fin de l'année, aucune autre mesure n'avait été prise.

Selon le Bureau commun des Nations Unies, le 21 février, un agent de police affecté au Bureau provincial des mines de Kalukalanga, dans la province du Katanga, a abattu un mineur artisanal parce qu'il n'avait pas assez d'argent pour verser un « droit d'entrée » dans la mine locale. Aucune mesure n'a été prise contre l'agent.

Le 28 février, les autorités ont lancé des opérations ostensiblement pour rétablir l'autorité de l'État dans la province du Bas-Congo. Des membres du Bundu Dia Kongo (BDK), un groupe politique et religieux cherchant à obtenir une autonomie régionale accrue, avait effectivement assumé les fonctions de l'État dans plusieurs villages et communes des territoires de Seke-Banza, Lukula et Luozi, pour mettre sur pied

un système judiciaire parallèle dans les localités où l'autorité publique était extrêmement faible. L'arrivée des forces de sécurité a provoqué des affrontements violents avec le BDK et des actes de viol contre des habitants de la zone par la PNC (voir section 1.c.). Au mois de juin, après avoir dépêché une équipe d'enquêteurs dans cette province à la fin mars, le Bureau commun des Nations Unies a publié un rapport selon lequel au moins 100 personnes, la plupart des membres du BDK, avaient trouvé la mort durant les opérations lancées par la PNC. Le rapport a conclu que la police avait eu recours à une force excessive et, dans certains cas, avait procédé à des exécutions sommaires. Bien que critique à l'endroit du rapport, le gouvernement s'est publiquement engagé à conduire une enquête judiciaire, laquelle, à la fin de l'année, n'avait pas encore commencé. Un rapport publié en novembre par Human Rights Watch (HRW), faisant état également d'un recours à la force excessive par les forces de sécurité contre le BDK en 2007, estime que plus de 200 partisans de ce dernier et d'autres personnes ont été tués à l'issue des affrontements de mars, ce qui, de l'avis de HRW, fait partie d'un « effort délibéré pour éliminer le mouvement ».

Selon le Bureau commun des Nations Unies, le 22 mars, un soldat des FARDC a abattu, dans le port de Mahagi, dans la province Orientale, un civil qui résistait à ses tentatives de lui extorquer de l'argent à un barrage routier. Plus tard, le frère de la victime a tué le soldat à l'arme blanche.

Il n'a pas été signalé que les autorités aient appréhendé le chef de la police à Sota, district de l'Ituri (province Orientale), qui s'était soustrait aux autorités venues l'arrêter en janvier 2007, après que lui et son assistant eurent soumis un détenu à un traitement cruel et inhumain, entraînant la mort de ce dernier. Il n'a pas été établi clairement si l'assistant demeure en détention ou s'il a fait l'objet d'un procès.

Les autorités n'ont pris aucune mesure contre les membres des forces de sécurité qui ont fait usage d'une force excessive, selon un rapport des Nations Unies, durant une manifestation tenue en janvier 2007 par le BDK, où 105 personnes au moins ont trouvé la mort.

Selon l'organisation non gouvernementale (ONG) basée à Bukavu et dénommée Bureau de service de bénévolat pour les enfants et la santé, en mars 2007, le tribunal militaire de cette ville a condamné un soldat de la 11^e Brigade intégrée des FARDC à une peine d'emprisonnement de 20 ans pour le meurtre en février de la même année d'un civil qui avait refusé de porter les effets personnels du soldat.

Les autorités n'ont pris aucune mesure contre un caporal de la marine qui avait abattu un étudiant de l'université à Goma, au Nord-Kivu, en avril 2007.

Les autorités n'ont pris aucune mesure contre les responsables d'actes incluant exécutions sommaires et meurtres divers d'environ 300 personnes en mars 2007 durant des affrontements armés à Kinshasa entre les forces loyales au président Kabila et des forces rivales, partisans de l'ancien président Jean-Pierre Bemba. Les autorités n'ont pas non plus pris de mesure contre les membres des FARDC et les officiers de la Garde républicaine qui ont arrêté plus de 200 personnes après les affrontements et soumis bon nombre d'entre elles à un traitement cruel, inhumain et dégradant. Au 25 juillet, après que le vice-ministre des droits de l'homme eut identifié plusieurs personnes détenues illégalement, les autorités avaient relâché plus de la moitié (107) des 187 personnes demeurées en détention au début de l'année en raison des affrontements de mars 2007 à Kinshasa. La mission de maintien de la paix des Nations Unies (MONUC) présente dans le pays a indiqué qu'à la fin de l'année, les autorités ont relâché les 80 personnes restantes, toutes d'anciens membres de milices appartenant aux forces de protection de M. Bemba, et les ont transférées à Kamina, dans la province du Katanga, en vue de les intégrer au FARDC.

Aucun renseignement n'a été communiqué sur l'agent de police qui, à Mabikwa (province de Maniema), a battu à mort un homme en juillet 2007 avant de prendre la fuite.

Durant l'année 2007, des rapports ont fait état de décès en prison suite à des violences physiques infligées par des membres des forces de sécurité. Aucune mesure n'a été prise à l'encontre des soldats des FARDC qui ont torturé à mort deux suspects dans la prison centrale d'Uvira dans la province du Sud-Kivu en octobre 2007, ou contre les officiers du Groupe mobile d'intervention (GMI) pour le meurtre le même mois d'un détenu dans la prison de Buluwo au Katanga.

Les autorités n'ont pas pris de mesure durant l'année contre plusieurs soldats des FARDC impliqués dans le meurtre en 2006 de 13 civils à Kagaba, dans le district de l'Ituri (province Orientale).

Il n'a pas été signalé que les autorités auraient trouvé le soldat des FARDC en fuite, qui avait été condamné à une peine d'emprisonnement en 2007 pour avoir tué l'année antérieure un homme âgé à Beni, dans le Nord-Kivu.

Le 29 février, la Haute cour militaire de Kinshasa a débouté de leur demande les parents des victimes, qui avaient interjeté appel de la décision rendue en décembre 2007 par la Cour d'appel militaire de Lubumbashi, qui rejetait l'action en appel introduite contre l'acquiescement auquel avait abouti le procès initial de Kilwa. En effet, durant ce procès tenu en juin 2007, un tribunal militaire de la province du Katanga avait acquitté plusieurs soldats des FARDC et trois employés d'Anvil Mining, qui avaient été mis en cause dans le massacre de 73 résidents perpétré en 2004 à Kilwa, dans la province du Katanga ; le verdict rendu à l'issue de ce procès avait suscité alors des expressions de vive préoccupation de la part de certains responsables des Nations Unies en matière de droits de l'homme.

Selon l'ASADHO, une association locale africaine pour la défense des droits de l'homme, en avril, le gouverneur de la province du Katanga ainsi que le responsable de l'Intérieur pour cette province auraient arbitrairement empêché des militants des droits de l'homme locaux et des avocats représentant une firme d'avocats australienne de se rendre à Kilwa pour y recueillir des informations en vue d'une éventuelle action en justice portée devant les tribunaux australiens contre la société Anvil Mining Company basée à Perth. Les autorités du Katanga n'ont pas permis à l'avion du groupe de quitter l'aéroport de Lubumbashi pour se rendre à Kilwa, arguant de l'absence d'une autorisation officielle, que le gouverneur a par la suite refusé de donner en raison de « l'insécurité régionale », bien que d'autres vols auraient effectué le même trajet ce jour-là sans une telle autorisation.

Aucun rapport n'a fait état de procédure engagée par les autorités sur le meurtre d'un agent de police en juin 2007 par des civils à Bukavu, dans le Sud-Kivu.

Des groupes armés illégaux, dont des groupes rebelles et des milices locales, ont commis des meurtres illégaux durant l'année (voir section 1.g.).

Un agent de maintien de la paix de la MONUC a abattu un civil durant des manifestations violentes qui ont eu lieu à Goma le 27 octobre (voir section 1.g.).

b. Disparitions

Des rapports ont fait état d'enlèvements politiques par les forces gouvernementales. Selon un rapport publié en janvier par le Groupe de travail des Nations Unies sur les disparitions forcées ou involontaires, sur les 52 cas de telles disparitions qui lui ont été rapportés depuis 1980, 43 demeuraient en suspens au mois de novembre 2007. Peu de rapports, voire aucun, ont mentionné que le Gouvernement avait fait des efforts pour enquêter sur les disparitions et les enlèvements, notamment ceux auxquels des membres des forces de sécurité étaient accusés d'avoir participé.

Il n'y a eu aucune information sur l'endroit où pourraient se trouver trois avocats de Kinshasa, enlevés par trois hommes armés en juillet 2007 et qui seraient détenus par l'Agence nationale de renseignements (ANR).

Des groupes armés agissant hors du contrôle du Gouvernement ont enlevé de nombreuses personnes, souvent pour les soumettre au travail forcé, au service militaire ou à l'esclavage sexuel. De nombreuses victimes ont disparu (voir section 1.g.).

c. Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

La loi ne criminalise pas la torture en elle-même et, en cours d'année, de nombreux rapports crédibles provenant de sources informées ont indiqué que les services de sécurité avaient torturé des civils, en particulier des détenus et des prisonniers, et infligé d'autres types de peines cruelles, inhumaines et dégradantes. Les rapports faisant état de procédures engagées par les autorités gouvernementales contre les membres des forces de sécurité responsables de ces actes sont presque inexistantes.

Le Bureau commun des Nations Unies pour les droits de l'homme a rapporté plusieurs cas de torture et autre traitement cruel, inhumain et dégradant. Par exemple, le 7 janvier, deux soldats des FARDC à Kalemie au Katanga ont battu un civil avec la crosse de leurs fusils AK-47 et volé son téléphone portable ainsi que 12 000 francs congolais (environ 24 dollars américains). Les autorités n'avaient engagé aucune procédure contre les soldats à la fin de l'année.

Le 13 janvier, cinq soldats des FARDC ont violemment battu un civil à Mbuji-Mayi, dans la province du Kasai-Oriental, pour leur avoir résisté lorsqu'ils tentaient de lui voler sa motocyclette. Les autorités militaires n'ont engagé aucune procédure contre les soldats.

Le 28 janvier, à Bena-Leka, dans la province du Kasai-Occidental, sept officiers de la PNC ont soumis un civil à un traitement cruel, inhumain et dégradant parce qu'il n'avait pas installé de matériel sanitaire chez lui comme l'avaient ordonné les autorités locales. Ils ont ainsi violemment battu la victime, l'ont déshabillée puis contrainte de se rendre nue et à pied jusqu'au bureau de l'ANR, qui lui a ensuite fourni des vêtements puis relâché. Les autorités n'ont engagé aucune procédure contre les officiers de la PNC.

Le 28 février, des officiers du GMI à Mbuji-Mayi, dans la province du Kasai-Oriental, ont arrêté un agent de police, l'ont détenu dans une cellule du Groupe jusqu'au 13 mars et soumis à la torture. Ainsi, sur une période de plusieurs jours, un lieutenant du GMI l'a menotté avec les mains derrière le dos puis battu sur les fesses et l'épaule droite avec le manche d'une machette et le manche en bois d'une bêche. Un auditeur militaire a ouvert une enquête sur l'affaire mais, à la fin de l'année, les résultats à ce sujet demeuraient inconnus.

Les autorités n'ont pris aucune mesure contre les agents de l'ANR qui ont arrêté une personne soupçonnée de vol à Beni, dans le Nord-Kivu, en janvier 2007 puis, selon la MONUC, l'ont battue avec des bâtons, y compris sur ses parties génitales.

Durant l'année, un commandant de la police a arrêté l'un de ses subalternes pour avoir commis des abus contre une personne soupçonnée de vol en février 2007 à Mbuji-Mayi, dans la province du Kasai-Oriental. À la fin de l'année, il était toujours en détention, attendant de comparaître devant le tribunal.

La police n'a pris aucune mesure contre les membres des forces de sécurité qui, selon des sources informées, auraient commis les actes de torture suivants en 2007 : en janvier, des actes de torture commis sur la personne d'un enquêteur judiciaire par les autorités de la province orientale (voir la section 1.d.) ; des coups de fouets infligés chaque jour à un homme entre les mois d'avril et de juin sur instruction d'un

général des FARDC à Kinshasa, après un litige commercial personnel ; la torture infligée en novembre à sept membres de gang présumés, dont l'un a succombé à ses blessures, par le GMI dans le poste de police de Bakwa Bowa, dans la province du Kasai-Oriental.

À plusieurs occasions en cours d'année, la police a battu et arrêté des journalistes qui avaient écrit ou radiodiffusé des informations qui ne lui plaisaient pas (voir section 2.a.).

Des rapports, plusieurs d'entre eux émanant du Bureau commun des Nations Unies, ont constamment fait état de viols de civils par des membres des forces de sécurité. Un grand nombre de ces rapports portait sur les viols commis dans le cadre du conflit régnant dans l'est du pays (voir section 1.g.). D'autres ont rapporté des viols commis par des forces de sécurité en dehors de ce conflit. Par exemple, le 26 février, un soldat des FARDC à Rwindi, dans le Nord-Kivu, aurait violé une fillette de trois ans. Les autorités de justice militaire de la 9^e Brigade intégrée ont ensuite arrêté puis détenu l'auteur de cet acte mais, à la fin de l'année, sa situation demeurait inconnue.

Le 19 mars, un lieutenant des FARDC de Gemena, dans la province de l'Équateur, a enlevé une fille de 14 ans, l'a emmenée chez lui et violée à plusieurs reprises, la libérant le 23 mars. L'Auditorat militaire l'a arrêté par la suite mais, à la fin de l'année, sa situation n'était toujours pas connue.

Le 15 avril, le tribunal militaire de Mbanza Ngungu à Luozi, dans le Bas-Congo, a condamné deux officiers de la PNC à une peine d'emprisonnement de 20 ans pour un viol commis durant des opérations de la Police contre le BDK en mars (voir section 1.a.).

Le 17 mai, un groupe de policiers à Ngele, dans la province de l'Équateur, ont violé 13 femmes et six filles, soumis des hommes du village à un traitement cruel, inhumain et dégradant et pillé le village tout entier. Les viols auraient été des représailles à un incident survenu le 13 mai durant lequel les villageois avaient jeté des pierres sur la police après que deux policiers aient violemment battu deux jeunes hommes. Les autorités n'ont pris aucune mesure contre les policiers.

En mai 2007, des soldats de la 6^{ème} brigade intégrée des FARDC ont pillé plusieurs maisons près de Jiba, dans le district de l'Ituri, violé quatre femmes et forcé 10 villageois à porter leur butin jusqu'à leur camp près de Bule. Ils ont laissé partir les villageois au bout de plusieurs jours. Les autorités militaires ont arrêté deux soldats liés à l'un des viols mais n'ont engagé aucune autre procédure.

Les autorités n'ont pris aucune mesure rendue publique contre les membres des forces de sécurité responsables des actes de viol suivants en 2007 : au mois de septembre, le viol de huit femmes, y compris trois mineures, à Yanonge, province Orientale, par des agents de la PNC qui auraient agi sur les ordres de leur commandant, et le viol collectif en novembre à l'encontre d'une femme à Bongondjo, dans la province de l'Équateur, par cinq soldats des FARDC.

Selon le Bureau commun des Nations Unies, le 18 février, le tribunal militaire de Mbandaka a rendu son verdict contre six agents de police accusés d'avoir commis des viols en masse et d'autres violations des droits de l'homme à Waka, dans la province de l'Équateur en 2006, condamnant l'un des agents à une peine d'emprisonnement de 20 ans pour des crimes contre l'humanité. Ce tribunal a condamné deux autres agents à six mois d'emprisonnement, une peine déjà purgée, pour extorsion et pillage, et les autres à des peines d'emprisonnement allant de trois à cinq ans pour arrestation arbitraire et détention illégale.

Selon l'ASADHO, en septembre, un tribunal itinérant a enquêté sur le viol de 60 femmes et filles commis en 2006 à Belongo, province de l'Équateur, mais à la fin de l'année, aucune décision n'avait été rendue.

Conditions dans les prisons et les centres de détention

Dans la plupart des prisons, les conditions continuent d'être rudes et de mettre en danger la vie des personnes.

Dans toutes les prisons à l'exception du CPRK, Centre pénitentiaire et de rééducation de Kinshasa, le Gouvernement a cessé de fournir de la nourriture depuis de nombreuses années. La famille et les amis des détenus fournissent les seuls aliments et produits de première nécessité disponibles. La malnutrition y est courante. Certains détenus sont morts de faim. Le personnel pénitentiaire a souvent forcé les familles à verser des pots-de-vin pour pouvoir apporter de la nourriture aux détenus.

En outre, les cellules de détention provisoire de certaines prisons sont extrêmement exiguës par rapport au nombre de détenus qui les occupent. Bon nombre n'ont ni fenêtre, ni éclairage, ni électricité, ni eau courante, ni toilettes.

Selon le Bureau commun des Nations Unies, le 17 janvier, des détenus ont pris en otage le directeur de la prison centrale de Kalemï, dans la province du Katanga, en signe de protestation contre la pénurie chronique de nourriture dans la prison. En effet, ils n'avaient pas mangé depuis trois jours, mais ont libéré le directeur le jour même.

Durant l'année, plusieurs détenus sont décédés par suite de négligence. Par exemple, toujours selon un rapport du Bureau commun des Nations Unies publié en février, sur une période de deux mois, 21 prisonniers sont décédés de malnutrition ou de dysenterie dans des prisons à Uvira, Bunia et Mbuji-Mayi.

Le 17 avril, les autorités judiciaires locales visitant la prison centrale de Bunia, dans la province Orientale, ont constaté que trois prisonniers avaient succombé à la malnutrition dans le mois.

Entre le 21 et le 25 juin, cela a été le cas de cinq détenus de la prison centrale de Mbuji-Mayi dans la province du Kasai-Oriental. Le Bureau commun a indiqué que 12 autres détenus se trouvaient dans un état critique.

Les conclusions d'une enquête du procureur sur le décès en octobre 2007 d'un homme détenu illégalement à Lodja, dans la province du Kasai-Oriental, sont restées inconnues.

Le système pénal a continué de souffrir d'un manque de financement aigu et la plupart des prisons étaient surpeuplées, mal entretenues et manquaient d'installations sanitaires. Selon le Bureau commun, presque 80 % des détenus étaient en instance de procès. Les soins de santé et les soins médicaux sont demeurés très déficients et les maladies infectieuses omniprésentes. Dans de rares cas, des médecins de prison ont donné des soins ; toutefois, ils manquaient souvent de médicaments et de matériel. En août 2007, l'expert indépendant du Conseil des droits de l'homme des Nations unies sur la situation des droits de l'homme en RDC a préconisé que le Parlement adopte une loi de réforme du système pénitentiaire. Cependant, à la fin de l'année, ni le Gouvernement ni le Parlement n'avait réagi.

Les grandes prisons avaient parfois des quartiers séparés pour les femmes et les jeunes, mais ce n'était généralement pas le cas. Des hommes détenus ont violé d'autres détenus, y compris des hommes, des femmes et des enfants. Les autorités pénitentiaires ont placé des personnes en détention préventive avec des détenus reconnus coupables et les ont traitées de la même façon. En général, les personnes détenues pour des raisons de sûreté de l'État étaient enfermées dans des sections spéciales. Souvent, les services de sécurité du Gouvernement ont clandestinement transféré ces détenus dans des prisons secrètes. Il y avait des soldats et des civils emprisonnés ensemble dans les prisons et les centres de détention civils et militaires.

Le 12 juin, des diplomates étrangers ont visité le CPRK, qui avait une capacité de 1 500 détenus et prisonniers mais en enfermait 4 400, soit près de 400 de plus que l'année précédente. Au total, 65 % des détenus du CPRK étaient en détention préventive. Sur les 4 400 détenus, 1 864 étaient des prisonniers militaires. L'aile des femmes était occupée par 130 femmes et leurs nourrissons qui partageaient quatre toilettes. Les femmes souffraient d'infections dermatologiques et vaginales fréquentes et de typhoïde. Hormis les nourrissons logeant dans l'aile des femmes, le CPRK comptait 64 délinquants mineurs. L'entrée à l'aile des femmes et des enfants était soumise à une autorégulation et les locaux n'étaient pas sécurisés.

La prison centrale de Kisangani, construite en 1927, était délabrée lorsque des diplomates étrangers s'y sont rendus en visite le 4 décembre, deux ailes de l'intérieur de la prison semblant inhabitables en raison d'un toit enfoncé et de l'absence de portes. Construite à l'origine pour abriter 1 500 détenus, la prison ne pouvait en loger que quelques centaines durant la visite. Sur les 282 hommes détenus, seuls 20 avaient été condamnés, le reste attendait d'être jugé.

Certains employés de la prison n'ont pas reçu de salaire, et l'établissement même n'a reçu qu'une aide financière très sporadique. Les prisonniers ne recevaient que trois repas par jour, en grande partie grâce à l'Église catholique, et la plupart du temps, il leur fallait attendre de recevoir de la nourriture de leur famille, si celle-ci vivait à proximité de la prison ; sinon, ils ne mangeaient pas.

Trente et un prisonniers militaires logeaient dans une salle séparée, mesurant 6 mètres sur 5. Comme dans le reste de l'établissement, il n'y avait pas de lits, les prisonniers étant contraints de coucher sur une natte ou à même le sol. Les conditions sanitaires étaient extrêmement mauvaises, car il n'y avait que des latrines et des égouts à ciel ouvert. Les douches ne fonctionnaient pas. Les salles réservées aux prisonniers civils étaient plus surpeuplées; entre 65 et 70 d'entre eux partageaient des salles mesurant 10 mètres sur 5. L'infirmerie, délabrée et d'aspect austère, ne comptait qu'une boîte de médicaments.

Les évasions de la prison centrale de Kisangani posaient problème, l'infrastructure en brique s'écroulant facilement au toucher ou sous l'impact d'un outil contondant.

Selon la MONUC, moins de 90 des 230 prisons du pays contenaient effectivement des prisonniers ; aucun rapport n'a fait état de la fermeture officielle de prisons par le Gouvernement durant l'année mais des dizaines de prisons qui n'avaient pas fonctionné depuis plusieurs années demeuraient fermées. Dans certains cas, des agents des forces de sécurité détenus ou condamnés pour des crimes graves ont été libérés par des collègues militaires ou en soudoyant les gardiens non payés. La plupart des prisons étaient en piteux état ou gravement négligées. Les évasions de détenus ont été courantes dans toutes les provinces.

Le 1^e avril, 46 détenus se sont échappés de la prison centrale d'Isiro, dans la province Orientale, après avoir abattu la porte principale en l'absence des gardiens de la PNC. Il a été rapporté que cette évasion serait un signe de protestation contre le manque de réponse face aux revendications des prisonniers, notamment la pénurie de nourriture, les conditions sanitaires déficientes et la détention prolongée avant le procès. À la fin de l'année, aucun évadé n'avait été retrouvé.

Les conditions étaient encore plus rudes dans les petits centres de détention qui étaient extrêmement surpeuplés et n'avaient ni toilettes, ni matelas, ni soins médicaux et dans lesquels les détenus manquaient de lumière, d'air et d'eau. Prévus à l'origine pour des détentions courtes, ils ont souvent été utilisés pour des détentions prolongées. Ils fonctionnaient généralement sans budget propre et avec une réglementation et une supervision minimales. Selon des sources informées, les autorités des centres de détention ont souvent battu ou torturé des détenus de façon arbitraire. Les gardiens ont fréquemment extorqué des pots-

de-vin aux familles et aux ONG avant de les autoriser à rendre visite aux détenus ou à leur apporter de la nourriture et d'autres produits de première nécessité.

Malgré la décision prise par le président Kabila en 2006 de fermer les prisons illégales exploitées par l'armée ou d'autres forces de sécurité, aucun rapport n'a fait état de fermetures de prisons illégales en cours d'année. Selon la MONUC, les services de sécurité, et plus particulièrement les services de renseignement et la GR, ont continué à faire fonctionner de nombreux centres de détention illégaux caractérisés par des conditions très rudes mettant en danger la vie des personnes. Les autorités ont couramment refusé aux familles, aux amis et aux avocats d'accéder à ces établissements illégaux.

Durant l'année, le Bureau commun des Nations Unies a confirmé des cas de torture dans des centres de détention dirigés par les services de sécurité. Par exemple, au mois d'avril, six détenus de la prison centrale de Musenze à Goma, dans le Nord-Kivu, ont affirmé que des agents de l'ANR les avaient torturés dans une cellule de détention provisoire de l'Agence du 29 mars au 1^{er} avril, avant de les transférer à la prison. Des responsables du Bureau commun des Nations Unies ont constaté que leurs corps portaient des marques corroborant leurs affirmations.

En octobre 2007 à Bishile, dans la province du Katanga, deux agents de l'ANR ont arbitrairement arrêté, détenu et soumis un civil accusé de proxénétisme à un traitement cruel, inhumain et dégradant. La victime a été admise à l'hôpital local dans un état critique. Les autorités n'avaient engagé aucune procédure contre les agents de l'ANR à la fin de l'année.

D'après la loi, les mineurs ne devraient être emprisonnés qu'en dernier recours mais, en partie à cause de l'absence de justice pour mineurs et de centres de rééducation, les autorités ont couramment incarcéré des mineurs. De nombreux enfants ont subi une détention préventive sans voir ni juge, ni avocat, ni travailleur social. Pour les orphelins, la détention préventive s'est souvent poursuivie pendant des mois ou des années.

En général, le Gouvernement a autorisé le Comité international de la Croix-Rouge, la MONUC et certaines ONG à entrer dans tous les centres de détention officiels ; cependant, il a refusé à ces organisations tout accès aux centres de détention illégaux dirigés par les autorités.

Le 21 avril, l'ANR a refusé à des responsables du Bureau commun des Nations Unies d'accéder à des cellules de détention provisoire dans cinq provinces (Kinshasa, Bas-Congo, Nord-Kivu, Orientale et Sud-Kivu), arguant du fait que les directeurs de cellules n'étaient pas disponibles. Selon le Bureau commun, ce genre de refus est chose commune en dépit du fait que les résolutions du Conseil de sécurité relatives au mandat de la MONUC prévoient que les responsables des droits de l'homme relevant des Nations Unies doivent avoir accès immédiatement et sans entraves à toutes les cellules et tous les lieux de détention provisoire.

Des groupes armés échappant au contrôle du Gouvernement central ont parfois détenu des civils, souvent pour obtenir une rançon, mais peu d'informations étaient disponibles sur les conditions de détention (voir section 1.g.).

Durant l'année, aucune mesure n'a été prise par les autorités contre le mwami (chef local), d'autres dirigeants traditionnels ou des soldats des FARDC impliqués dans la détention arbitraire et inhumaine ainsi que le mauvais traitement de 57 civils accusés de sorcellerie dans la résidence privée du mwami à Luvungi, dans le Sud-Kivu, quatre jours durant en octobre 2007.

d. Arrestation ou détention arbitraire

La loi interdit les arrestations ou détentions arbitraires ; cependant, les forces de sécurité du Gouvernement ont arbitrairement arrêté et détenu des personnes.

Rôle de la police et de l'appareil de sécurité

Les forces de sécurité sont constituées de la PNC, qui dépend du ministère de l'Intérieur et dont les responsabilités principales sont l'application des lois et le maintien de l'ordre public. La PNC comprend la Police d'intervention rapide et l'Unité de police intégrée. L'ANR, supervisée par le conseiller national du Président pour la sécurité, est responsable de la sécurité intérieure et extérieure. Les autres agences sont le service de renseignement militaire du ministère de la Défense ; la Direction générale des migrations (DGM), responsable du contrôle des frontières ; la GR, qui dépend directement de la présidence ; et les FARDC, qui font partie du ministère de la Défense et sont globalement chargées de la sécurité extérieure mais qui jouent aussi un rôle dans la sécurité intérieure.

Les forces de sécurité sont généralement restées inefficaces, ont manqué d'entraînement, ont perçu des soldes minimales et ont souffert de la corruption largement répandue. Le Gouvernement a poursuivi et sanctionné peu d'agents des forces de sécurité pour avoir maltraité des civils. L'impunité des forces de sécurité est restée un problème grave et largement répandu. La justice militaire est chargée d'enquêter sur les fautes et les exactions des forces de sécurité. Selon les services de la MONUC chargés de la primauté du droit, 265 enquêteurs, 232 auditeurs et 125 juges faisaient partie du système militaire. Cependant, ils étaient mal formés et n'avaient que peu ou pas de ressources pour mener les enquêtes et qu'un accès limité, voire inexistant, aux codes.

Toujours selon la MONUC, les membres des FARDC et de la police ont continué de commettre la majorité des abus des droits de l'homme dans le pays, en particulier des actes de torture. Bien que l'expert indépendant des Nations Unies sur les droits de l'homme en RDC ait recommandé en août 2007 que les autorités entreprennent une réforme de fond dans le secteur de la sécurité, notamment en mettant en place des mécanismes pour réduire effectivement l'impunité et mettre un terme à la violence sexuelle répandue, à la fin de l'année, ces dernières n'avaient toujours pas pris de mesures notables dans ce sens. Par exemple, elles n'avaient pas encore établi un système de filtrage des forces de sécurité pour suspendre les agents qui avaient commis dans le passé des abus des droits de l'homme.

Toutefois en août, les autorités du pays ont mis en place conjointement avec la MONUC des commissions militaires mixtes pour assurer la surveillance dans plusieurs provinces. Elles étaient composées d'officiers de l'armée, de magistrats militaires, de responsables de la MONUC pour les droits de l'homme et la protection des enfants, et se sont rencontrées chaque mois pour suivre, investiguer et concevoir des stratégies de lutte contre la violence sexuelle et d'autres abus des droits de l'homme. À la fin de l'année, leur efficacité demeurait incertaine.

Dans la province de l'Équateur, les forces navales des FARDC se sont régulièrement livrées à la taxation illégale et au harcèlement des commerçants le long du Congo. Elles ont établi des points de contrôle pour collecter les « taxes », arrêtant souvent les personnes qui ne pouvaient pas verser les pots-de-vin exigés, et ont volé la nourriture et l'argent qu'elles pouvaient trouver sur elles.

En cours d'année, le Gouvernement a continué de coopérer avec la MONUC et les donateurs internationaux sur les programmes de formation de la police.

Arrestations et détentions

Les dispositions juridiques prévoient que les arrestations pour délits passibles de plus de six mois d'emprisonnement nécessitent un mandat. Les détenus doivent être présentés à un magistrat dans un délai

de 48 heures. Les autorités doivent informer les personnes arrêtées de leurs droits et du motif de leur arrestation et ne sont pas autorisées à arrêter un membre de sa famille à la place de la personne recherchée. Elles ne sont pas autorisées à arrêter des personnes pour des infractions qui ne constitueraient pas un crime, comme par exemple des dettes ou des infractions civiles. Les autorités doivent autoriser les personnes arrêtées à contacter leur famille et à consulter un avocat. En pratique, les responsables des forces de sécurité ont régulièrement enfreint toutes ces dispositions.

La détention préventive prolongée, souvent pendant des mois ou des années, est demeurée un problème. Les retards de procès étaient dus à des facteurs tels que l'inefficacité de la justice, la corruption, les contraintes financières et le manque d'effectifs. Les autorités pénitentiaires ont souvent détenu des personnes après la fin de leur peine à cause de la désorganisation, de l'inefficacité de la justice ou de la corruption.

Les forces de sécurité du Gouvernement ont parfois utilisé le prétexte de la sûreté de l'État pour procéder à des arrestations arbitraires et ont fréquemment détenu les personnes arrêtées à ce titre sans établir d'acte d'accusation, sans leur présenter de preuves, sans les autoriser à consulter un avocat ou sans respecter d'autres aspects de la procédure réglementaire.

La police a souvent arbitrairement arrêté et détenu des personnes sans établir d'acte d'accusation, souvent pour extorquer de l'argent à la famille. Les autorités ont rarement porté plainte dans un délai normal et ont souvent créé des chefs d'accusation inventés ou trop vagues. Il n'existait aucun système de liberté sous caution opérationnel et, si les détenus ne pouvaient pas payer, il était rare qu'ils puissent consulter un conseil juridique. Les autorités ont souvent mis des suspects au secret et refusé de reconnaître leur détention.

Selon le Bureau commun des Nations Unies, le 4 janvier, un soldat des FARDC attaché à l'Auditorat militaire a arbitrairement arrêté une femme à Bandundu, dans la province du même nom, à la place de son fils. Elle a versé 14 000 francs congolais (environ 28 dollars) en échange de sa liberté. Les autorités militaires n'ont engagé aucune procédure contre l'auteur de cet acte.

Le 28 février, l'auditeur militaire de Kolwezi, dans la province du Katanga, a arrêté et détenu une femme et son enfant âgé d'un an, car elle était la belle-sœur du propriétaire d'une résidence que l'auditeur avait essayé d'occuper illégalement la veille ; il a néanmoins libéré la mère et l'enfant le jour même, mais les autorités n'ont engagé aucune procédure contre lui.

Au mois de mars, le commandant du poste de police de Karawa, dans la province de l'Équateur, a arrêté et détenu un homme pour tentative d'incendie. Par la suite, le commandant a sorti illégalement cet homme de sa cellule de détention provisoire à la PNC et l'a enfermé dans sa résidence privée parce que la victime refusait de lui verser des pots-de-vin. Sur une période de trois mois, le commandant détint illégalement cet homme chez lui et le soumit à de mauvais traitements qui provoquèrent sa mort le 8 juillet. Le commandant admit devant l'auditeur militaire qu'il l'avait illégalement détenu mais rejeta l'accusation selon laquelle il avait causé sa mort. À la fin de l'année, aucune date n'avait été fixée pour le procès.

Le 3 mai, le vice-ministre pour les droits de l'homme rendit visite au CPRK et, après avoir constaté que 174 personnes s'y trouvaient détenues illégalement, passa les instructions pour la remise en liberté immédiate de 40 d'entre elles. Selon le Bureau commun des Nations Unies, le 25 juillet, les autorités procédèrent à la libération de 116 des 134 autres détenus, après avoir déterminé qu'ils étaient détenus illégalement pour des motifs politiques ou de sécurité. À la fin de l'année, le sort des 18 autres prisonniers n'était pas connu.

En janvier 2007 à Buta, dans la province Orientale, l'inspecteur de police du district a arrêté l'épouse d'un enquêteur judiciaire, affirmant que l'enquêteur montait la population contre la police. Selon le Bureau commun, l'inspecteur a remis l'épouse de l'enquêteur en liberté au bout de trois jours de détention et a mis l'enquêteur en garde à vue, le remettant en liberté après l'avoir torturé et après avoir reçu une forte somme d'argent de la famille de l'enquêteur. Aucune mesure n'a été prise contre l'inspecteur.

En cours d'année, des agents des forces de sécurité ont détenu des personnes considérées comme des opposants au Gouvernement et des dissidents (voir section 2.a.).

Les accords de paix de Goma envisagent une amnistie générale pour les actes de guerre et d'insurrection commis au Nord-Kivu et Sud-Kivu par les groupes signataires des accords, de la période allant de juin 2003 à la date de promulgation de l'amnistie. À la fin de l'année, le projet de loi d'amnistie n'avait pas été voté par le parlement. Ce projet exclut précisément les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et le génocide.

e. Le déni de procès public impartial

La loi prévoit l'indépendance de la justice ; en pratique, les juges, qui étaient mal payés, sont restés soumis à l'influence et à la pression de hauts responsables et d'autres personnes d'influence.

Par exemple, le 9 février, tandis que les corps législatifs examinaient les textes de loi visant à créer de nouvelles institutions judiciaires mandatées par la Constitution, le président Kabila a commencé à réorganiser l'appareil judiciaire, signant sept décrets présidentiels durant le mois, désignant 28 nouveaux magistrats, notamment un nouveau président à la Cour suprême et un procureur général, et contraignant à la démission 89 autres magistrats en dépit d'un manque critique de fonctionnaires de ce rang. Les nouveaux magistrats ont été nommés à des postes dépassant leurs compétences. Selon le Bureau commun, le syndicat des magistrats a fait grève durant une semaine pour protester contre l'inconstitutionnalité alléguée de ces décrets.

Au mois d'avril, le Bureau commun a constaté que des hauts gradés militaires des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu jugeaient des cas impliquant leurs propres soldats. Cette ingérence alléguée a abouti à plusieurs cas de règlement amiable d'affaires de viol. Par exemple, un commandant des FARDC à Muhangi, dans le Nord-Kivu, a admis avoir facilité un règlement amiable impliquant le viol, le 6 avril, d'une jeune fille de 14 ans par un adjudant des FARDC.

Malgré les enquêtes ouvertes par les autorités vers la fin 2007, durant l'année, aucune mesure n'a été prise à l'encontre du général Jean-Claude Kifwa, commandant de la 9^e région militaire et cousin du président Kabila, ni contre son détachement de sécurité pour avoir arrêté et violemment battu deux magistrats militaires à Kisangani, dans la province Orientale, en septembre 2007. Ils auraient arrêté les magistrats parce que ceux-ci avaient protesté contre le jugement de deux affaires en cours par la justice militaire au lieu de la justice civile.

La corruption de la justice est restée omniprésente, surtout chez les magistrats. Le système judiciaire représentait moins de 1 % du budget national et était doté d'un personnel insuffisant, avec une présence très limitée en dehors de Kinshasa. Le pays ne comptait que 2 000 magistrats (les juges de première instance) pour la population tout entière (à raison d'un magistrat pour 30 000 habitants), dont les deux tiers étaient en poste à Kinshasa, Matadi (Bas-Congo) et Lubumbashi (Katanga). Il y avait moins de 200 tribunaux, dont environ 50 fonctionnaient durant l'année à l'étude. En zone rurale, où il n'y avait souvent aucun tribunal à moins de 500 kilomètres, la justice était administrée au cas par cas, par n'importe quelle instance disponible, ce qui constituait d'excellentes occasions pour la corruption et l'abus de pouvoir. Durant l'année, des observateurs ont affirmé que certains membres des pouvoirs exécutif et législatif se

réjouissaient de maintenir l'appareil judiciaire en état de faiblesse et d'inefficacité parce que leur pouvoir s'en trouvait préservé, et parce qu'une telle situation leur permettait de se livrer à des actes de corruption et d'abus de pouvoir sans aucune répercussion.

Après cette mission d'évaluation en mars, l'expert indépendant du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies sur les droits de l'homme en RDC a souligné le manque de capacité de l'appareil judiciaire ainsi que les abus continus de droits de l'homme, en particulier la violence sexuelle, et lancé un appel pour mettre fin à l'impunité par le biais de « toute disposition qui doterait le système judiciaire de salaires, de matériel et de personnels adéquats ». Cet expert a ajouté qu'il y avait quelque 14 200 cas de viol enregistrés dans les centres de santé en province entre 2005 et 2007, dont seuls 287 avaient fait l'objet d'une action en justice. De plus, toujours selon le Bureau commun, malgré un durcissement des lois sur la violence sexuelle ces dernières années, « les forces de l'ordre et les magistrats continuent de considérer le viol et la violence sexuelle en général avec un manque notable de sérieux. » Par conséquent, les hommes accusés de viol bénéficient souvent d'une liberté sous caution ou d'une peine d'emprisonnement relativement légère, et les règlements amiables des cas de violence sexuelle sont répandus. » Toutefois, durant l'année, les autorités ont collaboré avec les Nations Unies et certains pays donateurs pour former les juges civils et militaires aux méthodes permettant de rendre effectivement des décisions dans les cas de viol.

La justice civile, y compris les tribunaux inférieurs, les cours d'appel, la Cour suprême et la Cour de sûreté de l'État, n'a pas exercé son pouvoir de façon cohérente et la communauté internationale et les Congolais lui ont largement reproché d'être inefficace et corrompue.

La Constitution de 2006 a jeté les bases d'un appareil judiciaire indépendant en ôtant au président le pouvoir de nommer et démettre les magistrats. Les attributions de la Cour suprême sont elles aussi réparties entre la Cour constitutionnelle, la Cour d'appel, le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) et l'Agence de surveillance administrative. En juillet, le parlement a passé les lois nécessaires pour créer le nouveau CSM, le président Kabila promulguant la loi au mois d'août. Le droit prévoit que le CSM adopte un règlement intérieur dans un délai de 30 jours, mais il y a eu un retard dû en partie au fait que depuis le mois de septembre, aucun financement public n'avait été reçu. À la fin de l'année, le nouvel organe n'était toujours pas entièrement à pied d'œuvre.

Les tribunaux militaires, qui avaient une grande liberté d'agir en matière de condamnations et ne donnaient pas la possibilité de faire appel près les tribunaux civils, ont jugé des prévenus aussi bien militaires que civils en cours d'année. Le code de justice militaire, qui était en place avant l'adoption de la constitution actuelle, est resté en vigueur. Il prescrivait le jugement par les tribunaux militaires de toutes les affaires touchant à la sûreté de l'État et aux armes à feu, que les prévenus soient des militaires ou des civils. En août 2007, l'expert résident des Nations unies sur la situation des droits de l'homme a préconisé que le Gouvernement établisse une séparation plus claire entre les juridictions civile et militaire. Aucune mesure n'a été prise au parlement durant l'année dans ce sens.

Procédures de justice

La Constitution prévoit que le prévenu jouit d'une présomption d'innocence jusqu'à ce que sa culpabilité soit démontrée. Toutefois, dans la pratique, la plupart des détenus ont été traités comme s'ils avaient déjà été condamnés par les autorités. Bien que le Gouvernement ait autorisé et, dans certains cas, fourni un avocat, les avocats n'ont souvent pas eu la possibilité d'entrer en contact librement avec les prévenus. Le public a été autorisé à assister aux procès à la discrétion du juge. Il n'y a pas de jurys. Durant les procès, les prévenus ont le droit d'être présents et de consulter un défenseur. Ces droits n'ont cependant pas toujours été respectés dans la pratique. Les prévenus ont le droit de faire appel dans la plupart des cas, sauf ceux qui concernent la sûreté nationale, les vols à main armée et la contrebande, qui se trouvent

généralement sous la juridiction de la Cour de sûreté de l'État. Les prévenus ont le droit d'être confrontés avec les témoins à charge et de les questionner et ils peuvent présenter des preuves et des témoins à décharge. La loi exige que les prévenus aient accès aux preuves détenues par le Gouvernement mais, en pratique, cette règle n'a pas toujours été observée. Aucun rapport n'a fait état de déni systématique de ces droits aux femmes ou à certains groupes ethniques.

Dans l'appel interjeté dans l'affaire du meurtre du journaliste local Serge Maheshe, qui a duré de février à mai, le Bureau commun des Nations Unies a constaté que les principaux prévenus ont subi une violation persistante de leurs droits. En effet, le tribunal militaire de Bukavu a constamment privé les prévenus d'interprètes, refusé d'enquêter sur les pistes et les éléments de preuve susceptibles d'exonérer les inculpés, refusant même de faire faire un test de balistique sur l'arme qui aurait servi au meurtre, et constamment refusé d'appliquer les principes d'équité et de neutralité dans l'attribution du temps réservé à chaque partie pour présenter son cas.

Prisonniers et détenus politiques

L'existence de prisonniers et détenus politiques a été signalée et, selon le HRW, il y aurait eu au moins 200 prisonniers politiques détenus à la fin de l'année. Le Gouvernement a parfois autorisé des organisations internationales de défense des droits de l'homme à entrer en contact avec des prisonniers politiques.

Selon la MONUC, à la fin de l'année, les autorités avaient relâché chacun des 200 détenus qui avaient été arrêtés et détenus par les forces de sécurité après des affrontements à Kinshasa entre les forces loyales au président Kabila et les partisans du sénateur Bemba en mars 2007 (voir la section 1.a).

Le 2 octobre, à l'issue d'une action en appel, le tribunal militaire de Kinshasa/Gombe réduisait la peine de 20 ans prononcée contre Fernando Kutino à 10 ans d'emprisonnement. Après que M. Kutino eut critiqué le président Kabila dans une émission de radio, un tribunal militaire le condamna ainsi que deux collègues en 2006, à l'issue d'un procès durant lequel, selon des sources informées, il aurait été fait usage de preuves obtenues par la torture.

Procédures judiciaires civiles

Des tribunaux civils existent pour traiter les procès et autres litiges mais le public les a généralement considérés comme corrompus. Il pense dans son ensemble que les décisions sont prises en faveur de la partie qui est prête à verser le plus gros pot-de-vin. La plupart des gens n'avaient pas les moyens de payer les droits souvent prohibitifs associés au dépôt d'une plainte civile. Bien que le droit prévoit que les citoyens doivent disposer des services gratuits d'un avocat dans tout procès civil, dans la pratique, en dehors de Kinshasa, les magistrats demeurent accablés par de nombreux dossiers. Il est difficile de retenir les services d'avocats de façon continue, puisque ceux-ci passaient fort peu de temps en dehors de la capitale. Il n'existe aucun tribunal civil dont les attributions exclusives sont de juger les violations des droits de l'homme.

f. Les ingérences arbitraires dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance

La loi interdit les ingérences arbitraires dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance ; cependant, les forces de sécurité sont couramment passées outre ces dispositions. Des soldats, des soldats démobilisés, des déserteurs et des policiers ont continué à harceler et à voler les civils. Les forces de sécurité sont couramment passées outre les conditions prévues par la loi et ont perquisitionné des domiciles ou des véhicules sans mandat. En général, les auteurs de ces actes n'ont été ni identifiés ni sanctionnés. Les forces de sécurité ont parfois pillé des maisons, des entreprises et des écoles.

Le 8 juillet, deux agents de police auraient pénétré par effraction dans la résidence d'un homme à Mbuji-Mayi, dans la province du Kasai-Oriental, afin de l'arrêter pour dettes. Les agents ont violemment battu le fils de celui-ci parce qu'il tentait de les arrêter et leur demandait un mandat de perquisition. Les autorités n'avaient engagé aucune procédure contre les soldats à la fin de l'année.

Les autorités ont occasionnellement arrêté et battu un parent ou une connaissance d'une personne recherchée (voir section 1.d.).

Dans l'est, des groupes armés agissant hors du contrôle du Gouvernement ont régulièrement commis des ingérences arbitraires dans la vie privée, la famille, le domicile et la correspondance de civils (voir section 1.g.).

g. Le recours à une force excessive et autres exactions commises lors de conflits internes

Le conflit interne s'est poursuivi dans les régions rurales et riches en minéraux de l'est, en particulier dans la province du Nord-Kivu et, dans une moindre mesure, dans la province du Sud-Kivu et dans le district de l'Ituri, dans la province Orientale. Malgré la signature des accords de paix de Goma en janvier, par lesquels plus de 20 groupes rebelles ont consenti à la retraite et au désarmement, durant l'année, les combats ont continué et se sont même intensifiés à partir de la fin août. Selon une enquête sur les cas de mortalité à travers le pays effectuée par le Comité international de secours et publiée en janvier, les conflits et crises humanitaires connexes, y compris la destruction et la détérioration d'infrastructures essentielles comme les centres de santé, ont continué de causer la mort de quelque 45 000 personnes chaque mois.

Les préparatifs militaires qui ont eu lieu en cours d'année et les combats mêmes ont entraîné d'autres déprédations contre les civils commises par des membres des forces de sécurité et de groupes armés, entraîné le recrutement d'autres enfants soldats et des dizaines d'agressions contre des groupes de secours humanitaire et temporairement interrompu l'aide humanitaire à de nombreuses personnes déplacées dans le Nord-Kivu. Après des échauffourées à la fin août dans le territoire du Rutshuru, dans le Nord-Kivu, des hostilités à grande échelle ont éclaté sur plusieurs fronts dans ce territoire et dans le Masisi voisin, opposant les FARDC, les FDLR et les milices locales connues sous le nom de Mai-Mai, y compris la Coalition des patriotes résistants congolais (PARECO) contre le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) dirigé par l'ancien général des FARDC Laurent Nkunda, défenseur autoproclamé de la minorité tutsi du pays et ancien haut gradé du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), groupe rebelle soutenu par le Rwanda. Cette escalade des combats au Nord-Kivu a provoqué le déplacement interne de 250 000 personnes entre le mois d'août et la fin de l'année et causé la fuite de 40 000 réfugiés en Ouganda. Plus de 17 000 soldats des forces de maintien de la paix de la MONUC, dont 6 100 dans le Nord-Kivu, 3 500 dans le Sud-Kivu et 3 700 dans le district d'Ituri (province Orientale), ont continué d'apporter un soutien logistique et un entraînement aux FARDC. Au mois de décembre, le Conseil de sécurité des Nations Unies a prolongé le mandat de la MONUC jusqu'au 31 décembre 2009 et approuvé le détachement de plus de 3 000 autres soldats de maintien de la paix et d'agents de police pour les besoins de la mission.

Les forces de sécurité et des groupes armés ont continué à tuer, enlever, torturer et violer des civils et à incendier ou détruire des villages. Toutes les parties ont continué à perpétrer des viols et des violences sexuelles en masse et en toute impunité, souvent comme armes de guerre et pour humilier et punir des personnes, des victimes, des familles et des communautés. Selon un rapport publié en juillet par une coalition de 64 organismes internationaux et locaux d'aide et de défense des droits de l'homme, plus de 2.200 cas de viol ont été enregistrés en juin dans le Nord-Kivu, ce qui ne représente qu'une faible part des viols effectivement commis dans cette province. Les viols, parfois commis sur une seule femme par un

grand nombre d'hommes armés, ont parfois entraîné des fistules vaginales, rupture des tissus vaginaux qui rend les victimes incontinentes et les expose à l'ostracisme.

Selon un rapport publié en novembre par le Secrétaire général des Nations Unies, 3 500 enfants demeurent dans les rangs de tous les groupes armés recensés et dans quelques services des forces publiques de sécurité dans l'est du pays, la très grande majorité dans des groupes armés dans lesquels ils servent de combattants, porteurs, espions et esclaves sexuels. Malgré les engagements souscrits lors de la conférence de paix de Goma tenue en janvier, aux termes desquels ils s'engageaient à démobiliser immédiatement les enfants, les groupes armés ont continué de recruter activement des enfants pour leur servir de soldats et les organismes de protection de l'enfance ont rapporté une forte augmentation dans le recrutement forcé des enfants dans le Nord-Kivu par des groupes armés en novembre, en particulier le CNDP et les Maï-Maï. Un rapport publié en septembre par Amnesty International indique que pour deux enfants démobilisés, cinq sont recrutés. Quelques rapports ont fait état de recrutements d'enfants durant l'année par une brigade non intégrée des FARDC mais en majorité, ils indiquent que ces dernières ne le font plus de manière systématique. Les responsables des Nations Unies ont estimé qu'entre 200 et 300 enfants sont restés dans les brigades non intégrées des FARDC, en particulier la 81^e et la 85^e brigades.

Depuis 2004, plus de 31 000 enfants ont été libérés des rangs des FARDC et des groupes rebelles. Toutefois, outre les 3 500 enfants qui, selon les estimations, seraient détenus au sein de groupes armés et de quelques bataillons des FARDC avant l'escalade de violence du mois d'août, Save the Children rapporte qu'un grand nombre des 2 200 enfants soldats démobilisés et réintégrés à leurs familles durant l'année ont été de nouveau recrutés par les groupes armés.

Les combats entre les FARDC et des groupes armés ont continué à provoquer des déplacements de population et à limiter l'accès des organisations humanitaires aux zones de conflit. Selon le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), à la fin de l'année, il y avait plus de 1,4 million de personnes déplacées dans leur propre pays, dont 1 million dans la province du Nord-Kivu et plus de 100 000 dans la province Orientale.

Dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, l'exploitation illégale des ressources naturelles - dont la cassitérite (oxyde d'étain) et la colobotantalite (coltan), deux matières employées dans l'industrie mondiale de l'électronique - par certains bataillons des FARDC et des groupes armés comme le FDLR, le CNDP et la PARECO, a contribué à la prolongation du conflit, facilité l'achat d'armes légères pour commettre des abus, et diminué les recettes publiques nécessaires pour accroître la sécurité et reconstruire le pays. Selon l'ONG internationale Global Witness, les FARDC, en particulier la 85^e brigade non intégrée du Nord-Kivu, et les forces du FDLR dans les deux provinces du Kivu, ont forcé des civils à travailler pour elles ou à renoncer à la production minière, et leur ont extorqué des impôts illégaux. Durant l'année, un groupe d'experts des Nations Unies, chargé d'enquêter sur les violations de l'embargo international sur les armes en rapport avec les groupes armés de la RDC, a recueilli des preuves crédibles d'une vaste contrebande de ressources minières comme l'or et la cassitérite vers des pays voisins. Le groupe d'experts a recommandé que les exportateurs et consommateurs de ressources minières congolaises divulguent les preuves démontrant que, à leur connaissance, ils n'avaient pas acheté de matières qui bénéficieraient aux groupes armés ou aux forces publiques de sécurité exploitant des ressources minières illégalement, et que les pays donateurs dressent une carte des régions riches en ressources minières et la rendent publique pour « éliminer le prétexte » que les sociétés commerciales ignoraient quelles étaient les zones sous le contrôle des groupes armés.

Il a parfois été difficile de vérifier les informations concernant certaines exactions commises dans l'est, à cause de l'éloignement géographique et de l'insécurité ; cependant, la présence de la MONUC a permis aux observateurs de recueillir plus d'informations qu'il n'aurait été possible autrement.

Exactions commises par les forces de sécurité du Gouvernement

Selon des rapports publiés par des organismes des Nations Unies et des ONG, durant l'année, les forces de sécurité du Gouvernement ont arrêté, illégalement détenu, violé, torturé et exécuté de façon sommaire ou autrement tué des civils et pillé des villages lors d'opérations militaires contre des groupes armés. Une équipe du Bureau commun des Nations Unies chargée d'enquêter a déclaré que certains membres de la 13^e brigade intégrée des FARDC se sont rendus responsables de la disparition d'au moins six civils et de l'exécution arbitraire d'au moins un civil durant des opérations lancées en janvier contre les Forces de résistance patriotique en Ituri (FRPI), à Kamatsi (province Orientale). À la fin de l'année, les autorités militaires n'avaient pris aucune mesure.

Le 2 janvier, selon le Bureau commun, des membres de la 2^e brigade intégrée des FARDC ont tué huit civils, dont trois enfants, dans le village de Musezero, dans le Nord-Kivu. L'auditeur militaire a sollicité l'aide de la MONUC pour mener enquête sur les meurtres, mais à la fin de l'année, les autorités n'avaient pris aucune mesure.

Selon Radio Okapi, le 29 octobre, au cours d'une retraite face à des rebelles du CNDP gagnant du terrain, des dizaines de soldats des FARDC à Goma, dans le Nord-Kivu, ont commis des abus graves contre la population locale, dont le meurtre de neuf civils, le viol de trois filles, et le pillage de nombreuses maisons, boutiques et restaurants. Au mois de novembre, l'auditorat militaire de Goma a procédé à l'arrestation de 24 soldats pour avoir prétendument participé à ces crimes. À la fin de l'année, aucune date n'avait été fixée pour le procès.

Selon des responsables de la MONUC, le 7 novembre à Goma, un groupe de soldats des FARDC a essayé de soutirer de l'argent et d'arracher les téléphones portables des mains de soldats sénégalais chargés du maintien de la paix qui n'étaient pas de service. Après une dispute, l'un des soldats des FARDC a abattu un soldat de la paix sénégalais. Il n'a été fait état d'aucune poursuite contre le soldat des FARDC qui a tiré ni contre d'autres soldats.

Il n'a pas été rapporté que les autorités aient pris des mesures contre deux caporaux-chefs du 24^e bataillon intégré des FARDC que l'Auditorat militaire considérait responsables de l'exécution arbitraire de deux civils aux environs d'un marché au nord-est de Beni, dans la province du Nord-Kivu, en septembre 2007.

En novembre 2007, un soldat de la 7^e brigade intégrée des FARDC aurait abattu un civil à Kabaya, dans la province du Nord-Kivu, suite à une dispute. Les autorités militaires ont arrêté le soldat mais il n'a pas été confirmé que l'Auditorat militaire l'ait traduit en justice à la fin de l'année.

Dans l'est du pays, les FARDC ont aussi continué à infliger des violences physiques et à procéder à des arrestations arbitraires parmi la population civile. Par exemple, entre le 20 et le 22 juin, le Bureau commun des Nations Unies a mené enquête sur des abus de droits de l'homme qui auraient été commis par des éléments des FARDC aux prises avec les Maï-Maï dans la province Orientale. Ces éléments étaient accusés de viol, de pillage et de mauvais traitements infligés à la population civile. Selon des témoins, plusieurs éléments des FARDC ont déserté leurs bataillons en réponse à la résistance vigoureuse des combattants Maï-Maï et saccagé les villages voisins, attaquant leurs habitants en représailles. Neuf femmes ont déclaré avoir été victimes de viols collectifs par quatre soldats des FARDC, mais les autorités n'ont engagé aucune procédure contre les soldats.

À la fin de l'année, malgré les plaintes formelles des victimes, l'Auditorat militaire de Kalemie, dans le Katanga, n'avait pris aucune mesure contre les 25 soldats des FARDC appartenant à la 67^e brigade

intégrée qui avaient soumis 92 civils du village katangais de Kahese à un traitement cruel, inhumain et dégradant et à des actes d'extorsion en octobre 2007.

Il n'y avait aucune information sur la situation de quatre personnes qui, en novembre 2007 à Goma, dans le Nord-Kivu, avaient fait l'objet d'arrestations arbitraires et de détention illégale par l'ANR, pour avoir prétendument collaboré avec le CNDP.

Les viols commis par les forces de sécurité sont restés un problème grave et les auteurs de ces actes ont bénéficié d'une impunité quasi totale. Selon le Bureau commun des Nations Unies, au mois de juillet, un soldat de la 14^e brigade intégrée des FARDC a arrêté et violé une femme soupçonnée de collaboration avec le FDLR. Le commandant de l'auteur de cet acte a offert à la victime 5 000 francs congolais (environ 10 dollars) pour régler l'affaire, et l'auteur n'a pas été poursuivi.

Les 7^e et 15^e brigades intégrées des FARDC ont violé au moins 10 femmes durant la retraite opérée au milieu d'opérations de combat dans les villages du Rutshuru de Kibirizi et Nyanzale, au Nord-Kivu, entre le mois de septembre et la fin de l'année. Aucune mesure n'aurait été prise par les autorités à l'encontre des soldats.

Entre le 22 et le 28 août, des soldats du 131^e bataillon de la 13^e brigade intégrée des FARDC ont violé sept femmes dans le village du territoire Lubero du Nord-Kivu. Aucune mesure n'aurait été prise par les autorités à l'encontre des soldats.

Aucune action n'a été prise à l'encontre des soldats de la 2^e brigade intégrée des FARDC à Vuyinga, dans le Nord-Kivu, qui ont commis une série de viols en avril 2007.

L'utilisation des enfants par des éléments des FARDC pour en faire des soldats et la façon dont on les traite sont demeurées un problème. Dans un rapport publié en décembre, le Groupe d'experts des Nations Unies a présenté des preuves que la 85^e brigade non intégrée recrutait des enfants peu après avoir facilité la libération de 30 enfants en mai. De plus, ce groupe d'experts et les services de la MONUC chargés de la protection de l'enfance ont exprimé leur préoccupation devant les nombreux rapports faisant état de détention prolongée d'enfants dans des centres prévus à cet effet après leur sortie des rangs des groupes armés ; les experts ont constaté que les enfants étaient également soumis à des interrogatoires et un traitement inhumain.

Exactions commises par les brigades mixtes des FARDC

De nombreuses violations des droits de l'homme ont été commises en 2007 par cinq « brigades mixtes », créées lorsque le général rebelle Laurent Nkunda, ancien général des FARDC basé dans le Nord-Kivu, a accepté en fin 2006 de « mixer » ses troupes avec celles qui soutenaient le Gouvernement dans cette province, avant l'échec de l'accord en août 2007. Laurent Nkunda demeurait l'objet d'un mandat d'arrêt du Congo émis en 2005 qui l'accusait d'avoir commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité depuis 2002.

Les brigades mixtes des FARDC dans le Nord-Kivu, principalement la brigade Bravo basée en territoire Rutshuru, et la brigade Charlie basée en territoire Masisi, ont tué des civils en 2007, mais les autorités n'ont pris aucune mesure durant l'année contre aucun des soldats des brigades mixtes responsables des tueries de 2007, pour la principale raison que la plupart d'entre eux avaient rejoint les rangs du CNDP après le démantèlement des brigades mixtes ; ils demeuraient en dehors du contrôle des autorités nationales.

Certains commandants de brigades mixtes ont recruté ou toléré l'emploi d'enfants comme soldats durant l'année 2007 : le colonel Faustin, commandant de la brigade Delta, et le colonel Baudouin, second de la brigade Charlie, Bosco Ntaganda, ancien chef de la milice du district de l'Ituri, ainsi que le colonel Sultani Makenga, commandant de la brigade Bravo et le lieutenant colonel Mulomba. Après l'intégration de tous ces éléments dans les rangs du CNDP, les autorités n'ont pu prendre aucune mesure à leur encontre.

Exactions commises par des groupes armés échappant au contrôle du Gouvernement central

En cours d'année, des groupes armés illégaux ont commis de nombreuses exactions graves, surtout dans les zones rurales des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Ces groupes, qui selon les estimations compteraient environ 20 000 combattants, ont tué, violé et torturé des civils, souvent en représailles de collaboration présumée avec les forces du Gouvernement.

Des groupes armés ont retenu et recruté des enfants soldats, y compris par la force, les enlevant parfois de leur école ou des églises, et ont parfois tué, menacé et harcelé des travailleurs humanitaires. Selon le rapport du Groupe d'experts des Nations Unies paru en décembre, les commandants les plus actifs et responsables du recrutement d'enfants comme soldats relèvent du CNDP (Innocent Kabundi, Sultani Makenga, Nkunda et Ntaganda) et de la PARECO (Mugabo, son commandant dans le Nord-Kivu).

De nombreux groupes armés ont enlevé des hommes, des femmes et des enfants et les ont obligés à transporter gratuitement le butin de leurs pillages sur de longues distances. Des groupes armés ont aussi parfois forcé des civils à travailler à l'extraction de ressources minérales. Des groupes armés ont forcé des femmes et des enfants à accomplir des tâches ménagères ou les ont soumis à l'esclavage sexuel pendant des périodes allant de quelques jours à plusieurs mois.

Dans certaines régions de l'est, des groupes armés ont parfois détenu des civils, souvent dans le but d'obtenir des rançons. Ils ont continué à piller des civils, à leur extorquer de l'argent et à illégalement lever des impôts sur eux dans les régions qu'ils occupaient.

Les groupes armés n'ont fait aucune tentative crédible d'enquête sur les exactions qu'auraient commises leurs combattants.

Congrès national pour la défense du peuple (CNDP)

Les forces loyales à l'ancien général des FARDC Laurent Nkunda, dont on situe le nombre entre 4 000 et 7 000 combattants, ont continué de commettre de graves exactions dans la province du Nord-Kivu, suite à la dissolution des brigades mixtes en 2007. Le 2 octobre, Laurent Nkunda a annoncé publiquement que le CNDP s'était organisé pour former le Mouvement de la libération totale de la République, se retirant du processus Amani, le déclarant caduc. Selon la MONUC, il y a eu plusieurs rapports faisant état de passages à tabac, d'enlèvements, de déplacements forcés, d'extorsion dans des barrages routiers, de pillage et de travail forcé dans les territoires sous le contrôle du CNDP, y compris le recrutement forcé d'enfants pour en faire des soldats. De plus, il a été fait état de meurtres et de viols commis par le CNDP. Aucune mesure n'a été prise à l'encontre des combattants du CNDP pour leurs violations des droits de l'homme.

Selon une équipe d'enquêteurs du Bureau commun des Nations Unies, entre le 16 et le 17 janvier, des éléments du CNDP ont procédé à des exécutions arbitraires d'au moins 30 civils, tous appartenant au groupe ethnique Hutu, dans les environs de Kalonge (Nord-Kivu). Les soldats du CNDP les ont exécutés avec des armes à feu, des machettes et des marteaux avant de jeter les corps dans plusieurs fosses

communes. Cette tuerie aurait été motivée par le fait que les victimes avaient quitté une zone contrôlée par le CNDP pour trouver refuge dans une autre, contrôlée elle par la PARECO.

Selon le Groupe d'experts des Nations Unies sur la RDC, en août et septembre, il a été rapporté de source fiable et par des témoins oculaires, que trois enfants essayant de s'échapper d'un camp militaire du CNDP sous le commandement du colonel Sultani Makenga ont été exécutés sommairement.

Entre le 4 et le 6 novembre, les combats qui ont fait rage à Kiwanja (Nord-Kivu), à 80 kilomètres au nord de Goma, entre le CNDP et les Maï-Maï de la zone, ont causé la mort de plusieurs civils. À la fin de l'année, selon les estimations, le nombre des victimes était de 50 à 200 personnes, mais la MONUC n'avait pas encore publié les résultats de son enquête. Selon ce qu'ont rapporté des organismes d'aide et de défense des droits de l'homme, ainsi que les médias internationaux, la majorité des civils qui ont été victimes des affrontements avaient été abattus par des combattants du CNDP, même plusieurs jours après la fin des hostilités, et ce en représailles parce que, selon ce dernier, ils auraient collaboré avec les milices Maï-Maï. De plus, selon une ONG internationale, le CNDP aurait abattu sommairement 20 civils à Kiwanja qui avaient refusé de porter de l'eau pour ses combattants.

Le 16 décembre, dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu) sous le contrôle du CNDP, un groupe armé non identifié a tiré sur le convoi d'une ONG de protection des enfants dénommée Association volontaire pour le service international, causant la mort d'un humanitaire italien et blessant grièvement le chauffeur. Ensuite, la MONUC a lancé un appel au CNDP pour que ce dernier cesse de commettre des violations de droits de l'homme et déclaré que ce meurtre pourrait être considéré comme un crime de guerre ou un crime contre l'humanité, mais aucune mesure n'a été prise contre les responsables.

Le 31 janvier, 15 soldats du CNDP ont enlevé 15 civils à Kitchanga (Nord-Kivu) et les ont forcés à porter leurs effets personnels jusqu'à Bwiza, c'est-à-dire trois kilomètres plus loin. Il semble que les soldats auraient mutilé les parties génitales de l'une des victimes après avoir découvert dans une de ses poches une carte d'identité de soldat démobilisé, l'accusant également de ne pas vouloir se laisser recruter par le CNDP.

Le 20 avril, des éléments du CNDP ont procédé à l'arrestation arbitraire et à la détention illégale de quatre civils à Karuba dans le Nord-Kivu. Les soldats auraient infligé des coups à ces civils durant leur interrogatoire et les auraient transférés dans une cellule de détention provisoire du CNDP à Mushake. Le Bureau commun des Nations Unies a déclaré que le CNDP a refusé de remettre les victimes aux autorités, arguant que des officiers de la police judiciaire du CNDP trancheraient la question. À la fin de l'année, la situation des victimes demeurait incertaine.

Selon le HRW, les soldats du CNDP ont violé au moins 16 femmes et jeunes filles durant l'assaut des villes de Rutshuru et Kiwanja en octobre et novembre et, comme les meurtres, les viols auraient constitué des actes de vengeance contre l'aide dont auraient bénéficié les ennemis du CNDP.

Selon le rapport du Groupe d'experts des Nations Unies paru en décembre, le CNDP a mené plusieurs actions de recrutement agressif et forcé d'enfants, allant même jusqu'à soustraire ces derniers de leurs écoles et églises pour s'en servir comme combattants, gardes du corps et porteurs. Les activités de recrutement du CNDP se sont intensifiées en septembre, particulièrement dans le territoire Masisi du Nord-Kivu. Puis, en octobre, 16 enfants se seraient réfugiés dans les bases d'une brigade de la MONUC pour échapper aux recruteurs du CNDP près de Mushake ; ils ont été réinstallés ensuite par la Mission dans un autre endroit. En 2007, aucune mesure n'a été prise à l'encontre des forces partisanses de Laurent Nkunda qui ont commis des exactions, y compris des viols et des meurtres.

Les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR)

Les FDLR sont restées sous le commandement de personnes responsables d'avoir fomenté et perpétré le génocide rwandais. Il restait entre 6 000 et 8 000 combattants des FDLR dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Selon la MONUC, 1 367 membres des FDLR ont choisi de se faire démobiliser volontairement et de repartir au Rwanda en 2008, ce qui représente une augmentation sensible sur les 800 personnes qui ont fait de même en 2007. Un rapport publié en décembre par le Groupe d'experts des Nations Unies fait état de preuves convaincantes que les FARDC ont collaboré avec les FDLR, y compris en leur fournissant du matériel militaire et en conduisant des opérations conjointes contre le CNDP ; malgré le Communiqué de Nairobi signé en novembre 2007 par les gouvernements congolais et rwandais, appelant à un engagement militaire contre les FDLR au plus tard au mois de septembre.

Des combattants des FDLR ont continué à commettre des exactions contre les civils, notamment des meurtres, des enlèvements et des viols. Le 24 janvier, des hommes des FDLR ont abattu le chef du village de Kilali au Nord-Kivu, après que le commandement l'eut accusé de communiquer à la 85^e brigade non intégrée des FARDC des renseignements sur leur refuge. Selon le Bureau commun des Nations Unies, les autorités militaires ont arrêté trois des auteurs présumés mais, à la fin de l'année, aucun n'avait été poursuivi.

Toujours selon le Bureau commun, le 15 mars, des combattants des FDLR ont procédé à l'exécution arbitraire de trois civils à Tchanihasha, dans le Sud-Kivu. À la fin de l'année, aucune autre mesure n'avait été prise à leur encontre.

Le Bureau commun a rapporté que, le 27 mars, des membres des FDLR auraient tué trois habitants de Kabunga au Nord-Kivu qu'ils avaient accusés d'empoisonner leur commandant et de pratiquer la sorcellerie. À la fin de l'année, aucune mesure n'avait été prise à leur encontre.

Les FDLR n'ont pris aucune mesure crédible, ni pour enquêter sur les violations des droits de l'homme qui auraient été perpétrées par ses membres, ni pour les sanctionner.

Milices du district de l'Ituri

À la suite d'un accord de cessez-le-feu signé en 2006 entre les milices de l'Ituri (province Orientale), dont le Front des nationalistes et intégrationnistes (FNI), le Mouvement révolutionnaire congolais et la Force de résistance patriotique en Ituri (FRPI), et les autorités nationales, les rapports faisant état de violations des droits de l'homme par des milices de ce district ont diminué en 2007 tandis que le processus de désarmement, démobilisation et réinsertion commençait à être mis en œuvre. Toutefois, durant l'année, il semble que les exactions des milices de l'Ituri aient augmenté de nouveau, d'abord de façon isolée puis de manière plus organisée. En effet, les 4 et 5 janvier, des combattants du FNI ont attaqué des villages dans les environs de Lalo et de Djurukidogo dans le district de l'Ituri. Selon une enquête menée par le Bureau commun, ces hommes ont brûlé vifs deux enfants, enlevé le chef de Djurukidogo ainsi qu'une jeune fille de quinze ans, soumis deux hommes à un traitement cruel et inhumain et pillé neuf villages.

Selon la MONUC, au mois de juillet, un groupe marginal de combattants du FRPI a commencé à agresser la population locale de Tchey, dans le territoire Irumu de la province Orientale, en recourant à la violence et au pillage. En signe de représailles contre une opération intense des FARDC pour contrecarrer les insurgés dans la zone, le 29 septembre, le FRPI a pris d'assaut les villages de Tchey, Quinz, Bulanzabo et Kodheza, causant l'exode de centaines de civils et la capture, quoique brièvement, des camps des FARDC à Tchey et Quinz.

En octobre, les commandants du FRPI ont informé la MONUC que leurs forces, ainsi que les combattants du FNI, avaient commencé à prendre les armes sous la bannière d'un nouveau groupe dénommé Front

populaire pour la justice au Congo (FPJC). Ce mouvement aurait intégré dans ses rangs des ethnies plus nombreuses par rapport au FRPI, qui était étroitement rattaché au groupe ethnique des Ngiti.

Le Bureau commun des Nations Unies a rapporté que le 6 février, les autorités ont arrêté Mathieu Ngudjolo, ancien haut gradé du FNI, et l'ont traduit devant la Cour pénale internationale de La Haye. Les accusations de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité pesant contre lui comprenaient le meurtre, l'esclavage sexuel et l'exploitation des enfants soldats dans les hostilités.

Selon le Bureau commun des Nations Unies, le 28 avril, la Cour pénale internationale a levé les scellés sur un mandat d'arrêt en suspens contre l'ancien chef de guerre de l'Ituri, Bosco Ntaganda. En effet, la Cour l'avait accusé de conscription, d'enrôlement et d'utilisation active d'enfants dans les hostilités entre les mois de juillet 2002 et de décembre 2003 lorsqu'il dirigeait les opérations militaires de l'Union des patriotes congolais. En 2006, il devient le chef d'état-major du CNDP au Nord-Kivu. À la fin de l'année, les autorités n'avaient toujours pas procédé à son arrestation.

La station de radio Okapi a annoncé que la Cour pénale internationale a confirmé les chefs d'accusation pesant sur Mathieu Ngudjolo et Germain Katanga le 26 septembre, et leur procès commun devrait avoir lieu en 2009.

En octobre 2007, les autorités ont transféré Germain Katanga, ancien chef de la FRPI, à la Cour pénale internationale (CPI) en vue de son jugement pour différents crimes de guerre et crimes contre l'humanité, y compris des meurtres, l'utilisation d'enfants soldats et la réduction en esclavage sexuel de plusieurs femmes.

Thomas Lubanga, ancien chef de milice en Ituri, que les autorités ont livré à la CPI en mars 2006, était toujours en détention durant l'année. Le 13 juin, la Cour a suspendu la procédure dont il fait l'objet car le procureur n'a pas communiqué des renseignements confidentiels qui auraient pu constituer des preuves le disculpant. Le 21 octobre, la Cour d'appel a confirmé la suspension de la procédure, rejeté l'appel introduit par Lubanga et sa mise en liberté, et renvoyé la question relative à la communication des preuves au tribunal de première instance. À la fin de l'année, la décision de cette instance demeurait en attente.

Le 15 février, la cour d'appel militaire de Kisangani, citant la loi d'amnistie de 2005, a acquitté Yves Kawa Panga Mandro, alias chef Kawa, ancien chef de milice en Ituri reconnu coupable en 2006 de crimes contre l'humanité commis en 2003. Selon le Bureau commun, le juge de la Cour d'appel a décidé que l'accusation avait commis un certain nombre d'erreurs dans cette affaire. Toutefois, Kawa est demeuré en détention tandis que l'auditeur militaire a demandé son transfèrement des locaux militaires de la MONUC à Bunia au CPRK à Kinshasa, en attendant que le procureur fasse appel de la décision de la cour d'appel par-devant la Haute cour militaire de Kinshasa.

Maï-Maï

Dans les provinces du Sud-Kivu, du Nord-Kivu et du Katanga, différentes milices communautaires Maï-Maï ont continué à commettre des exactions contre les civils, y compris des meurtres, des enlèvements et des viols. Selon le groupe d'experts des Nations unies en RDC, la PARECO et d'autres groupes Maï-Maï employaient des enfants soldats de manière endémique dans la province du Nord-Kivu.

Selon le Bureau commun des Nations Unies, le 1^{er} mars, des combattants de la PARECO auraient violé une femme, poignardé une jeune fille de 17 ans et procédé à l'exécution arbitraire de six autres civils durant un assaut contre le village de Luwuzi, dans le Nord-Kivu.

En octobre 2007, une équipe mixte constituée des FARDC, des Nations unies et des autorités locales qui enquêtait sur des viols en masse commis à Lieke Lesole, dans la province Orientale, à partir de la fin juillet a déterminé qu'un groupe Maï-Maï commandé par le colonel Thomas était l'auteur de 114 viols commis entre juillet et août 2007. Les 21 et 22 février, des soldats des FARDC ont arrêté deux combattants Maï-Maï pour possession illégale d'armes et de munitions mais découvert par la suite qu'ils étaient impliqués dans le viol en masse de Lieke Lesole. De plus, le 22 avril, l'auditeur militaire de Kisangani a arrêté le colonel Thomas pour sa responsabilité dans l'organisation du viol en masse. Le 17 mai, les autorités ont arrêté deux autres hommes de Thomas et les ont traduits devant l'Auditorat militaire. Entre le 21 et le 26 juillet, le Bureau commun des Nations Unies a conduit une autre mission d'enquête commune avec les autorités militaires à Lieke Lesole, où ils ont reçu les dépositions de 30 victimes de ce viol en masse, y compris huit enfants. À la fin de l'année, Thomas et ses hommes étaient toujours en détention à la prison centrale de Kisangani, attendant de comparaître devant le tribunal.

En août 2007, le tribunal militaire de Kipushi, dans la province du Katanga, a commencé le procès de Gédéon, chef de la milice Maï-Maï du Katanga, pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. À la fin de l'année, son procès était encore en cours. Toutefois, selon le Bureau commun des Nations Unies, le procès a été suspendu car ses avocats se sont mis à boycotter le tribunal en signe de protestation contre l'arrestation de leurs collègues (d'autres avocats de la défense) dans une autre affaire.

En cours d'année, des accrochages entre des miliciens Maï-Maï et les FARDC ont provoqué un déplacement de population dans la province du Nord-Kivu.

Forces démocratiques alliées/Armée nationale de libération de l'Ouganda (ADF/NALU)

Des représentants de la MONUC ont déclaré que des membres de l'ADF/NALU, groupe rebelle ougandais actif dans la province du Nord-Kivu, avaient commis des larcins et pratiqué l'extorsion en cours d'année.

Armée de résistance du Seigneur

L'Armée de résistance du Seigneur, venue d'Ouganda pour s'installer dans le Parc national de Garamba en RDC (province Orientale) en 2005, a commis des meurtres, des viols et des enlèvements qui ont touché des centaines de personnes dans ce pays, en République centrafricaine et au Soudan, tous ces actes s'inscrivant dans une tentative de renversement du gouvernement ougandais. L'Armée de résistance du Seigneur a continué de retenir les enfants enlevés par ses forces.

Radio Okapi a rapporté que, le 12 février, des combattants de l'Armée de résistance ont tué trois civils près de Doruma (province Orientale), et qu'elle aurait également tué six civils dans le village de Mukosa, dans le district du Haut Uele de la même province le 19 octobre tandis que ses forces mettaient le village à feu et à sang.

L'Armée de résistance a continué de prendre d'assaut des villages et de forcer leurs habitants à se réfugier en territoire Dungu (province Orientale). L'UNHCR a estimé à plus de 104 000 le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du territoire jusqu'à la fin décembre. Après des efforts concertés, vers la mi-décembre, des forces militaires ougandaises, congolaises et soudanaises (sud du pays) pour s'opposer aux rebelles, l'Armée de résistance a recommencé à attaquer des civils. L'ONG Caritas a estimé que l'Armée de résistance a tué plus de 400 civils entre le 25 et le 29 décembre, tandis que le HRW porte ce nombre à 600 personnes au moins. La Division pour la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies a rapporté que la plus grande attaque de l'Armée de résistance s'est produite à Faradje, le 25 décembre au soir, au cours de laquelle 129 personnes ont trouvé la mort, 225 personnes ont été enlevées, dont 160 enfants, et 80 femmes ont été violées.

Exactions commises par des soldats des forces de maintien de la paix des Nations unies

Un certain nombre de cas d'exploitation sexuelle et d'exactions commises par les soldats de la paix de la MONUC font l'objet d'enquêtes. Depuis 2005 toutefois, il s'est produit une diminution du nombre de déclarations faites chaque mois dans ce sens.

Le 12 août, le Bureau des services de contrôle interne des Nations Unies a publié les résultats d'une enquête aux termes de laquelle ce bureau accusait des soldats de la paix indiens en poste en RDC en 2007 et durant la première partie de l'année de sévices sur des enfants, y compris en tolérant la présence d'un réseau de prostitution impliquant des enfants près de Masisi au Nord-Kivu, et en contribuant à l'organisation du réseau. Le Gouvernement indien a promis d'ouvrir une enquête approfondie et de traduire en justice les personnes déclarées coupables.

Le 27 octobre au matin, de violentes manifestations de civils contre la MONUC ont éclaté à Goma entre le centre-ville et l'aéroport, causant le décès d'un civil à l'extérieur d'un camp de transit de la Mission, lorsqu'un soldat du contingent du Malawi a ouvert le feu conformément aux règles d'engagement de cette dernière.

En avril, des médias internationaux ont avancé que les Nations Unies auraient ordonné l'arrêt de l'enquête sur des allégations selon lesquelles, contre de l'or, ses soldats de la paix armaient des rebelles qu'ils avaient été chargés de désarmer. Selon les allégations communiquées à la presse internationale, en 2005, dans les provinces Orientale et du Nord-Kivu, certains soldats de la paix indiens et pakistanais auraient échangé de l'or remis par le FNI et les FDLR contre des armes. Des responsables des Nations Unies ont déclaré durant l'année qu'ils avaient fait une enquête sur ces allégations les années précédentes, en admettant les preuves d'un commerce et d'une contrebande d'or en quantité limitée par un petit nombre d'employés de la MONUC mais ne trouvant aucune preuve de trafic d'armes. La MONUC a renvoyé les affaires respectives aux gouvernements de l'Inde et du Pakistan pour qu'ils prennent les mesures de discipline nécessaires. On ne sait pas si les troupes responsables ont été punies. Au début de l'année, les soldats de la paix accusés n'étaient plus en poste dans le pays.

Section 2 Respect des libertés civiles, y compris :

a. La liberté d'expression et liberté de la presse

La loi garantit la liberté d'expression et la liberté de la presse ; en pratique, le Gouvernement a cependant restreint ces droits. La liberté de la presse a connu un déclin tout au long de l'année. En août 2007, l'expert indépendant des Nations unies sur la situation des droits de l'homme en RDC a préconisé que le Gouvernement renforce son dialogue avec les médias afin de trouver des « solutions, lorsque c'est nécessaire, par la loi » et de réduire la violence exercée contre les médias. Toutefois, les autorités n'ont pris aucune mesure sur cette proposition durant l'année. Les journalistes et les éditeurs ont subi des actes d'intimidation de la part des autorités qui les ont portés à pratiquer l'autocensure.

En général, chacun pouvait critiquer en privé le Gouvernement, les fonctionnaires et les citoyens sans encourir de représailles officielles. Toutefois, le 8 février, des agents de l'ANR à Goma ont arrêté arbitrairement et détenu un membre du Rassemblement pour la démocratie et le progrès social pour avoir parlé de politique avec des habitants de la localité. La victime, relâchée le 13 février après une intervention du Bureau commun des Nations Unies, a déclaré avoir fait l'objet d'un traitement cruel, inhumain et dégradant durant sa détention. Les autorités n'avaient engagé aucune procédure contre les agents responsables de l'ANR à la fin de l'année.

Dans tout le pays, la presse privée a été variée et active et le Gouvernement a autorisé la parution de nombreux quotidiens. Le Gouvernement a exigé que chaque journal verse un droit de licence de 450 dollars environ (250 000 francs congolais) et remplisse plusieurs exigences administratives pour être autorisé à publier. De nombreux journalistes ont manqué de formation professionnelle, n'ont reçu qu'un bas salaire ou aucun salaire et ont été susceptibles d'être manipulés par des personnes riches, des fonctionnaires et des politiciens leur donnant de l'argent ou d'autres avantages pour les encourager à écrire certains types d'articles. De nombreux journaux ont continué à critiquer le Gouvernement et beaucoup d'autres ont pris parti pour le Gouvernement ou ont soutenu certains partis politiques. L'agence de presse gouvernementale a publié le Bulletin quotidien, contenant des bulletins d'actualité, des décrets et des déclarations officielles.

La radio est restée le support de diffusion de l'information publique le plus important en raison du niveau d'analphabétisme et du coût relativement élevé des journaux et de la télévision. Il existe plus de 200 stations de radio et télévision privées qui fonctionnent de façon autonome. L'État est propriétaire de deux stations de radio et d'une station de télévision, la Radio-télévision nationale congolaise (RTNC). Les Nations Unies ont exploité Radio Okapi, seul réseau d'émission de radio présent sur le territoire tout entier. La famille du Président possédait et exploitait aussi une chaîne de télévision, Digital Congo. Les partis politiques représentés au Gouvernement avaient généralement accès à la RTNC.

Durant l'année, les forces de sécurité n'ont généralement pas arrêté ou harcelé des journalistes étrangers mais le 16 avril, la DGM a procédé à l'arrestation du journaliste belge indépendant Colin del Fosse à Seke-Banza dans le Bas-Congo pour avoir prétendument pénétré dans des zones d'exploitation minière sans autorisation. Ce journaliste avait informé les autorités locales qu'il souhaitait enquêter sur les affrontements du mois de mars entre la BDK et les forces de sécurité.

Les forces de sécurité ont arrêté, harcelé, intimidé et battu des journalistes suite à leurs reportages. Par exemple, l'ONG Reporters sans frontières (RSF) a allégué que le 9 janvier, la police à Kinshasa a arrêté le reporter Maurice Kayombo du magazine *Les grands enjeux* pour avoir publié des « allégations compromettantes » contre Christophe Kanionio, Secrétaire général du ministère des mines. Le reporter a été maintenu en détention durant 34 jours avant que le ministre de la justice n'autorise sa mise en liberté.

Le 7 mars, dans la commune de Masina à Kinshasa, des agents de l'ANR ont arrêté puis détenu Nsimba Embete Ponte, rédacteur du journal bimensuel de Kinshasa, *L'interprète*, qui avait récemment publié une série d'articles sur l'état de santé du président Kabila. Le 29 mars, Tondo Nzovuanga, assistant de Ponte, était arrêté. Ponte et Nzovuanga, d'abord accusés d'avoir semé de fausses rumeurs, porté atteinte à la sécurité de l'État et insulté le chef d'État, ont été tenus au secret durant trois mois dans un immeuble de l'ANR ; Ponte a déclaré avoir été victime de torture psychologique. Les deux hommes ont été condamnés le 27 novembre par le tribunal pénal de Kinshasa/N'Djili pour outrage au président et renvoyés au CPRK de cette ville pour y purger le reste de leur peine, soit 10 mois d'emprisonnement pour Ponte et neuf pour Nzovuanga.

Le 10 juillet, dans la province de Maniema, des agents de l'ANR ont fait un raid sur la station de télévision privée Tele Kindu Maniema et arrêté le présentateur Mila Dipenge et un cameraman ; les deux ont été mis en liberté le lendemain. De source locale, il a été rapporté que le raid avait été ordonné par le gouverneur Lingo parce que M. Dipenge permettait de critiquer les autorités locales durant les émissions.

Le 12 septembre, la police a fait irruption dans la station de télévision de Kinshasa, Global TV, et arrêté le directeur du studio Daudet Lukombo, qui a été détenu au secret à Kin-Maziere, quartier-général spécial de la police. Selon l'organisation Journalistes en danger (JED), le raid a été provoqué par la retransmission la veille d'un entretien avec le politicien de l'opposition Ne Muanda Semi, qui rendait le gouvernement responsable du conflit avec les rebelles de Laurent Nkunda au Nord-Kivu. Le 28 octobre, le tribunal pénal

de Kinshasa/Gombe a acquitté le politicien du chef d'incitation à la rébellion, laquelle n'est pas prévue dans le droit, et d'outrage au chef d'État.

Le 4 novembre à Kiwanja, dans le Nord-Kivu, des miliciens Maï-Maï partisans du gouvernement ont enlevé le journaliste belge Thomas Scheen, son interprète Charles Ntiricya et son chauffeur Roger Bangue. Les miliciens ont également saisi leurs objets de valeur et attaché les trois hommes avant de les amener devant le commandant de la milice. Après les avoir interrogés, le commandant leur aurait demandé 444 000 francs CFA (environ 800 dollars) en échange de leur liberté. Vu qu'ils ne pouvaient pas payer, le journaliste et ses collègues ont été emmenés à 40 kilomètres à pied pour être présentés à un haut responsable politique des Maï-Maï, qui les a remis à l'armée, qui les a remis elle-même aux soldats de la paix des Nations Unies le 7 novembre.

Le 19 novembre, des agents de l'ANR ont arrêté et interrogé cinq journalistes de la station de télévision privée Raga TV à Kinshasa ; les cinq arrestations se sont produites après la diffusion par Raga TV d'un entretien avec Roger Lumbala, un député de l'opposition et président du Rassemblement pour les démocrates et nationalistes congolais. M. Lumbala a déclaré lors de cet entretien que le remplacement du chef d'état-major des forces armées traduisait « l'état de panique entourant le chef d'État ». Les hommes armés ont saisi l'enregistrement de l'émission d'information de la veille et éteint temporairement l'émetteur. Le lendemain, l'ANR a procédé à la libération des journalistes.

Le 21 mai, à l'issue d'un procès en appel, le tribunal militaire de Bukavu dans le Sud-Kivu a condamné à mort trois civils pour le meurtre en juin 2007 du responsable de Radio Okapi Serge Maheshe ; en août 2007, au premier procès, deux des trois civils avaient déjà reçu la peine de mort. Le tribunal a également acquitté deux amis de Maheshe qui avaient été reconnus coupables lors du premier procès. En septembre 2007, les auteurs présumés des coups de feu ont retiré leurs accusations contre les amis de M. Maheshe, affirmant que le tribunal militaire les avait soudoyés pour faire ces accusations. Un rapport de la MONUC publié au début de l'année a constaté des irrégularités graves dans le procès initial, et des groupes locaux et internationaux de défense de la liberté de presse ont exprimé de vives préoccupations pour les vices qui ont entaché l'action en appel (voir section 1.e).

Les coordonnées de Popol Ntula Vita, reporter à l'hebdomadaire *La Cité africaine*, demeurent inconnues. En effet, celui-ci a pris la fuite pour éviter de se faire arrêter après avoir fait appel d'une décision du tribunal rendue en février 2007 le condamnant à trois mois d'emprisonnement pour diffamation et « imputations dommageables » car il avait accusé quatre employés de la direction générale des impôts de Boma d'avoir empoché les taxes perçues pour la délivrance de plaques minéralogiques.

Aucune mesure n'a été prise contre les membres des forces de la sécurité responsables des exactions suivantes contre des journalistes commises en 2007 : En février, Nelson Thamba, reporter à la Radio communautaire de Moanda, a été battu par un commandant local de la police, et en juin, trois hommes vêtus de l'uniforme de la police ont tiré sur la journaliste de la RTNC Anne-Marie Kalanga et son frère.

Les autorités militaires n'ont pris aucune mesure contre des membres des forces de sécurité responsables d'exactions contre des journalistes commises en 2006.

La Haute Autorité des Médias, organisation quasi gouvernementale mandatée par la constitution de transition antérieure, a continué de fonctionner en l'absence d'un organe successeur. Contrairement à l'année précédente, elle n'a sanctionné aucun organisme médiatique pour avoir diffusé sur les ondes des observations diffamatoires.

Le 10 septembre, Émile Bongeli, ministre de la communication et des médias, a signé un décret mettant fin aux activités de cinq stations de télévision de Kinshasa pour avoir manqué à leur obligation de

présenter les documents administratifs requis par la loi sur la presse. Ce décret a interdit de transmission Africa TV, Couleurs TV, Radio Lisanga TV, Business Radio Television-Africa et Canal 5. Le 15 septembre, la JED a affirmé que le décret ne présentait aucune raison légitime de fermer les stations et que l'interdiction avait été publiée pour réduire l'opposition au silence. Les dirigeants d'opposition Azarias Ruberwa et Zahidi Ngoma étaient respectivement propriétaires de Africa TV et de Couleurs TV. Radio Lisanga TV appartenait au sénateur d'opposition Roger Lumbala. Le 16 septembre, le ministre de la communication a de nouveau autorisé toutes les stations à émettre, à l'exception de Canal 5. À la fin de l'année, aucun autre renseignement n'était disponible.

Le 4 décembre, selon RSF, la RTNC a suspendu 12 journalistes et un éditeur vidéo pour avoir transmis des images d'une manifestation par des Congolais vivant à Bruxelles contre les combats faisant rage dans les Kivu. Parmi les manifestants, l'on pouvait apercevoir une femme portant une pancarte lisant « Kabila doit partir ». Les journalistes ont été accusés d'appartenir à une « organisation mystérieuse avec des desseins subversifs ».

Durant l'année, les autorités nationales et provinciales ont continué d'invoquer des lois pénales sur la diffamation et l'outrage pour intimider et punir les personnes qui critiquaient le gouvernement en place.

Il a été signalé en outre que les rebelles et des inconnus ont tué et menacé des journalistes.

Le 21 novembre, des inconnus à Bukavu ont abattu Didace Namujimbo, journaliste à Radio Okapi. Le 27 novembre, le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon demandait une enquête complète sur cette affaire.

Selon la JED, le 10 mai, le capitaine Ndaliko de la PARECO a averti un journaliste d'une antenne locale de la RTNC au Nord-Kivu « qu'il allait le tuer avant que la Cour pénale internationale ne nous arrête ». Le 23 avril, la RTNC avait diffusé une interview avec trois enfants soldats qui avaient fui les forces de la PARECO à Kirumba, dans le Nord-Kivu.

Il n'y a eu aucun autre développement dans le meurtre par des inconnus armés, en août 2007 à Goma, au Nord-Kivu, du reporter et photographe indépendant Patrick Kikuku.

Liberté sur Internet

Le Gouvernement n'a pas restreint l'accès à Internet et n'a surveillé ni le courrier électronique ni les forums de discussion sur Internet. Les individus et les groupes ont pu pacifiquement exprimer leurs opinions par Internet, y compris par courrier électronique. Des entrepreneurs privés ont proposé l'accès à Internet à des prix modérés dans des cybercafés dans les grandes villes du pays.

Liberté de l'enseignement et des événements culturels

Le Gouvernement n'a restreint ni la liberté d'enseignement ni les événements culturels.

b. La liberté de réunion et d'association pacifiques

Liberté de réunion

La Constitution garantit la liberté de réunion pacifique ; en pratique toutefois, le Gouvernement a parfois restreint ce droit.

Le Gouvernement a exigé que les organisateurs d'événements publics informent les autorités locales à l'avance ; pour opposer un refus, les autorités doivent le faire par écrit dans un délai de cinq jours après avoir été notifiées de l'événement. Les forces de sécurité ont agi contre des manifestations, des marches et des réunions non déclarées.

En cours d'année, la police a parfois arrêté des manifestants. Par exemple, selon le Bureau commun des Nations Unies, le 11 février, des agents de l'ANR ont arrêté et brièvement détenu 30 personnes après une manifestation au marché central de Kisangani, dans la province Orientale.

Aucune mesure n'a été prise à l'encontre des forces de sécurité responsables des meurtres en janvier et février 2007 de manifestants dans le Bas-Congo ou des coups infligés aux 11 journalistes qui accompagnaient les manifestants d'opposition en octobre 2007.

Liberté d'association

La Constitution garantit la liberté d'association ; en pratique, le Gouvernement a parfois restreint ce droit.

c. Liberté de religion

La Constitution garantit la liberté de religion et le Gouvernement a généralement respecté ce droit en pratique, à condition que les fidèles n'aient ni troublé l'ordre public ni offensé la morale courante.

La loi prévoit l'établissement et le fonctionnement des institutions religieuses et exige que les groupes religieux soient déclarés auprès du Gouvernement ; toutefois, les groupes non inscrits ont pu fonctionner sans entraves. Les conditions d'inscription étaient simples et non discriminatoires.

Il n'a pas été rapporté que des personnes auraient été tuées, détenues ou emprisonnées en raison de leur religion.

Abus sociétaux et discrimination

La communauté juive du pays est très réduite et aucun rapport n'a fait état d'actes antisémites.

Pour de plus amples détails, voir le Rapport international 2008 sur la liberté de religion à l'adresse www.state.gov/g/drl/irf/rpt.

d. Liberté de circulation, personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, protection des réfugiés et apatrides

La loi garantit la liberté de circulation à l'intérieur du pays, la liberté de voyager à l'étranger, d'émigrer et d'être rapatrié ; toutefois, le Gouvernement a parfois restreint ces droits.

Les forces de sécurité ont établi des barrages et des points de contrôle sur des routes, dans des ports, dans des aéroports et sur des marchés, officiellement pour des raisons de sécurité ; elles ont couramment harcelé des civils et leur ont extorqué de l'argent pour de prétendues infractions, les gardant parfois en détention jusqu'à ce qu'ils paient, eux ou leur famille. Le Gouvernement a forcé des voyageurs à suivre les procédures d'immigration alors qu'ils voyageaient à l'intérieur du territoire, dans des aéroports, des ports et à l'entrée ou à la sortie de villes.

Les autorités locales ont continué à extorquer des taxes et des droits à des bateaux voyageant sur de nombreux tronçons du fleuve Congo. De nombreux rapports ont également fait état d'extorsion d'argent

par des soldats des FARDC à des personnes transportant des marchandises au marché ou allant d'une ville à l'autre.

En cours d'année, des rapports ont fait état de tentatives par des agents de la DGM d'imposer des amendes aux étrangers qui ne portaient pas de passeport, même si la loi ne fait aucune exigence de ce genre aux étrangers.

Les services de sécurité ont parfois demandé aux voyageurs de présenter un ordre de voyage officiel, délivré par un employeur ou un fonctionnaire.

Le risque considérable de viol par des soldats et des groupes armés, en plus de l'incapacité du Gouvernement à sécuriser les territoires de l'est, a effectivement restreint la liberté de mouvement des femmes dans de nombreuses zones rurales, en particulier dans l'est.

La délivrance de passeports a été irrégulière et souvent nécessitée le paiement de pots-de-vin considérables. La loi exige que les femmes mariées aient l'autorisation de leur mari pour quitter le pays.

La loi interdit l'exil forcé et le Gouvernement n'y a généralement pas eu recours. Des partisans de M. Bemba, sénateur et président du MLC, qui a quitté le pays sous escorte de la MONUC suite aux affrontements de Kinshasa en mars 2007 avec les forces pro-Kabila qui ont éliminé sa milice en tant que force militaire viable, ont affirmé qu'il était en fait en exil volontaire. Le 24 mai, des autorités belges ont arrêté M. Bemba, qui a été transféré en juillet devant la Cour pénale internationale à La Haye pour répondre de quatre chefs de crimes de guerre et de deux chefs de crimes contre l'humanité pour des actes qu'il aurait commis en République centrafricaine en 2002 et 2003.

Personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDIP)

Dans l'ensemble, il y a eu environ 1,4 million de personnes déplacées dans le pays, dont un million dans le Nord-Kivu (voir section 1.g.). Selon un rapport publié le 21 novembre par le Centre international de surveillance des déplacements internes, au moins 250 000 personnes ont été déplacées après la fin août en raison des conflits entre l'armée, les rebelles du CNDP et d'autres groupes armés.

Le Gouvernement n'a ni protégé ni aidé ces personnes, qui ont dû s'appuyer largement sur les organisations humanitaires. De manière générale, le Gouvernement a autorisé les organisations humanitaires nationales et internationales à apporter de l'aide aux déplacés mais leurs efforts ont été limités en raison d'une accessibilité limitée et du manque de sécurité. Bien que la majorité des personnes déplacées dans le Nord-Kivu ait été hébergée par des parents et amis, des dizaines de milliers ont été logées dans 70 sites « spontanés » prévus à cet effet et 16 camps gérés par des ONG internationales et coordonnés par l'UNHCR. L'on estime à 120 000 environ le nombre de personnes déplacées qui vivaient dans des églises et des écoles. Les femmes et les enfants déplacés étaient extrêmement vulnérables aux exactions des groupes armés, risquant le viol et le recrutement forcé.

Les personnes déplacées dans le Nord-Kivu étaient victimes de sévices par toutes les factions participant aux combats, y compris les FARDC et d'autres civils. Les exactions commises dans les camps situés dans les environs de Goma comprenaient des meurtres et des menaces de mort, en particulier par les combattants démobilisés, ainsi que l'enlèvement et le viol. Selon le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef), un tiers du millier de femmes et jeunes filles violées chaque mois dans l'est du pays se trouvait dans le Nord-Kivu, la majorité étant des personnes déplacées. Certaines d'entre elles auraient également été soumises au travail forcé (voir section 1.g.).

Protection des réfugiés

La loi prévoit le droit d'asile et le statut de réfugié, conformément à la Convention de 1951 des Nations unies relative au statut des réfugiés et à son Protocole de 1967, et le Gouvernement a établi un système rudimentaire de protection des réfugiés. En pratique, il a accordé le statut de réfugié et a donné asile aux personnes qui en avaient besoin et il les a protégées contre le « refoulement », le retour dans un pays où leur vie ou leur liberté pourrait être mise en danger.

Le Gouvernement a temporairement protégé un nombre indéterminé de personnes qui ne correspondaient pas forcément à la définition des réfugiés selon la Convention de 1951 et son Protocole de 1967.

Le Gouvernement a coopéré avec l'UNHCR et d'autres organisations humanitaires pour aider les réfugiés et les demandeurs d'asile dans leurs besoins courants. Les autorités ont apporté leur concours pour que les réfugiés retournent chez eux en toute sécurité et volontairement, en leur permettant d'entrer sur le territoire et en facilitant leur passage dans les services d'immigration.

Les autorités gouvernementales n'ont pas suffisamment protégé les réfugiés.

L'UNHCR a reçu des rapports selon lesquels des éléments du CNDP recrutèrent des enfants pour les soumettre au travail forcé ou en faire des soldats en RDC à partir d'un camp rwandais de réfugiés congolais.

Section 3 Respect des droits politiques : le droit des citoyens à changer de gouvernement

La Constitution garantit aux citoyens le droit de changer de gouvernement pacifiquement et les citoyens ont exercé ce droit en pratique par des élections présidentielles, parlementaires et provinciales crédibles, au suffrage universel. Les élections présidentielles et parlementaires de juin 2006 et le second tour de l'élection présidentielle d'octobre 2006 ont été jugés crédibles par le centre Carter et la mission d'observation de l'Union européenne.

Élections et participation politique

En janvier 2007, les 11 nouvelles assemblées provinciales du pays ont choisi 108 candidats pour un mandat de cinq ans au Sénat national. Les élections ont eu lieu dans un climat de paix mais ont été entachées d'allégations crédibles d'achat de voix.

Une loi adoptée en 2007 sur le statut et les droits de l'opposition politique reconnaît les partis de l'opposition représentés au Parlement ainsi que les partis de l'opposition extraparlamentaire ; elle garantit en outre leur droit de participer aux activités politiques sans crainte de représailles. Durant l'année, les partis politiques ont pu fonctionner la plupart du temps sans restrictions ni ingérence externe mais il y a eu des exceptions notables. Des membres de l'opposition ont parfois été harcelés (voir section 2.a.) et, en février et mars, la police a abattu de nombreux partisans du BDK lors d'affrontements violents dans la province du Bas-Congo et systématiquement détruit les lieux de réunion de cet organisme (voir section 1.a.). De plus, un rapport de HRW paru en novembre, intitulé « Nous vous écraserons : La restriction de l'espace politique en République démocratique du Congo », inspiré de centaines d'interviews avec des responsables gouvernementaux, des diplomates, des détenus politiques et des membres de la société civile entre 2006 et 2008, a conclu que depuis les élections nationales de 2006, l'on a constaté des signes préoccupants que le gouvernement a recouru à la violence et à l'intimidation pour éliminer ses opposants politiques et restreindre l'espace démocratique.

Les députés et sénateurs de l'opposition du MLC ont boycotté l'Assemblée nationale, le Sénat et l'Assemblée provinciale de Kinshasa du 10 au 16 juillet pour mettre au jour les problèmes de sécurité

après le meurtre, le 6 juillet par des soldats de la Garde républicaine, du vice-président de l'Assemblée provinciale de cette ville Daniel Botethi (voir section 1.a.).

Quarante-deux des 500 sièges de l'Assemblée nationale et 47 des 690 sièges des assemblées provinciales étaient occupés par des femmes. Cinq des 108 sénateurs étaient des femmes. Parmi les 45 ministres et vice-ministres du Gouvernement, cinq étaient des femmes.

De nombreux groupes ethniques, y compris les Pygmées, ne sont représentés ni au Sénat, ni à l'Assemblée nationale, ni aux assemblées provinciales. Le manque de participation politique par certains groupes ethniques peut avoir été le résultat d'une discrimination sociétale continue. Par exemple, la réduction en esclavage de Pygmées persiste dans certaines régions du pays (voir section 5).

Corruption et transparence du Gouvernement

La loi prévoit des sanctions pénales en cas de corruption des fonctionnaires. Toutefois, les autorités n'ont pas appliqué la loi, la corruption demeurant endémique dans le Gouvernement et les forces de sécurité. Le public considérait que le Gouvernement était largement corrompu à tous les niveaux. Les indicateurs de la gouvernance dans le monde de la Banque mondiale pour l'année 2008 font ressortir un problème sérieux de corruption dans la fonction publique.

Les faibles contrôles financiers et l'absence de système judiciaire opérationnel ont encouragé les fonctionnaires à pratiquer la corruption avec impunité. De nombreux fonctionnaires, policiers et soldats n'avaient pas été payés depuis des années, avaient reçu des salaires irréguliers ou n'avaient pas gagné suffisamment d'argent pour subvenir aux besoins de leur famille, autant de raisons qui favorisent la corruption. Des rapports ont indiqué que le secteur des mines avait continué à perdre des millions de dollars à cause de la corruption de fonctionnaires à tous les niveaux, y compris l'exploitation illégale de ressources minérales par les FARDC et des groupes armés dans l'est du pays (voir section 1.g.).

Durant l'année, une analyse réalisée sur l'initiative des autorités, portant sur 61 contrats d'exploitation négociés entre 1997 et 2002, a continué de subir de nombreux retards et un manque de transparence. En décembre, le Gouvernement a conclu de nouveaux accords avec toutes les sociétés en examen, à l'exception de six d'entre elles. En effet, les autorités ont donné à ces six sociétés 45 jours pour retourner à la table des négociations ou courir le risque de voir leurs contrats dénoncés.

La loi exige que le Président et les ministres divulguent leur patrimoine à une commission gouvernementale. Le président Kabila et tous les ministres et vice-ministres l'ont fait en cours d'année.

La Commission d'éthique et de lutte contre la corruption a continué d'exister mais elle a eu peu d'effet en cours d'année et a manqué de ressources, d'indépendance et de crédibilité. Elle s'est rassemblée pour la dernière fois en novembre 2007 sans résultats ni conclusions d'importance.

Les autorités gouvernementales et des personnes riches ont parfois eu recours aux lois sur la diffamation qui imposent des peines criminelles pour décourager les médias d'enquêter sur la corruption du Gouvernement (voir section 2.a.).

En février, la RDC a été acceptée comme candidate à l'Initiative de transparence des industries extractives (EITI), un mécanisme volontaire international conçu pour améliorer la gouvernance en renforçant la transparence dans les industries extractives. Pour être validé au regard de l'EITI, le pays a entamé un processus d'adoption et d'application de plusieurs principes de transparence devant s'achever en 2010.

La loi ne prévoit pas l'accès du public aux informations détenues par le Gouvernement. En pratique, le Gouvernement n'a accordé l'accès aux documents qu'il détenait ni aux citoyens ni aux ressortissants étrangers, notamment aux médias étrangers.

Section 4 Attitude du gouvernement concernant les enquêtes internationales et non gouvernementales sur des allégations de violation des droits de l'homme

Différentes organisations nationales et internationales de défense des droits de l'homme ont enquêté et publié les résultats de leurs enquêtes sur des affaires de violations des droits de l'homme. En cours d'année cependant, les forces de sécurité ont harcelé, battu, intimidé ou arrêté des défenseurs locaux des droits de l'homme et des employés d'ONG. En outre, les autorités pénitentiaires ont parfois empêché des ONG d'entrer en contact avec les détenus.

L'ASADHO, la Voix des sans-voix (VSV), le Comité des observateurs des droits de l'homme (CODHO), JED et le Réseau d'organisations de défense des droits humains et d'éducation civique d'inspiration chrétienne faisaient partie des principales organisations nationales de défense des droits de l'homme basées à Kinshasa. Les Héritiers de la justice à Bukavu, le groupe Lotus à Kisangani et Justice Plus à Bunia, dans le district de l'Ituri, faisaient partie des organisations importantes exerçant leurs activités en dehors de Kinshasa.

Les organes gouvernementaux de défense des droits de l'homme et des responsables du ministère de la Justice ont rencontré des ONG nationales et parfois répondu à leurs requêtes mais ils n'ont pris aucune mesure.

Des rapports ont indiqué que des ONG qui essayaient de se faire enregistrer avaient dû payer des pots-de-vin aux fonctionnaires locaux pour éviter de devoir suivre de longues procédures de demande d'enregistrement.

Le 3 janvier, selon le Bureau commun des Nations Unies, des soldats des FARDC ont arbitrairement arrêté le directeur d'une association locale de défense des droits de l'homme à Mambassa (province Orientale) et l'ont détenu jusqu'au 10 janvier. Ils l'ont déshabillé et battu à plusieurs reprises durant sa détention, l'accusant de troubler le fonctionnement des FARDC. Aucune mesure n'a été prise contre les soldats.

Le 6 janvier, selon le Bureau commun, l'administrateur territorial de Punia (province de Maniema) a menacé de mort des défenseurs des droits de l'homme qui avaient critiqué la complicité des autorités administratives locales dans le massacre de 13 civils perpétré en 2002 par des combattants du RCD. Aucune mesure n'a été prise contre l'administrateur.

Le 27 mars, des agents de l'ANR ont menacé une femme militante des droits de l'homme à Tshimbulu, dans le Kasai-Occidental, qui cherchait à connaître les faits dans une affaire d'arrestation et détention arbitraire. Selon le Bureau commun, les agents aurait maltraité cette personne et l'aurait menacée d'arrestation si elle revenait poser des questions sur l'affaire.

Aucun élément nouveau n'a été signalé en 2007 concernant les menaces de mort contre des défenseurs des droits de l'homme.

Aucune mesure n'a été prise contre les auteurs des exactions suivantes en 2007 dans le cadre desquelles des défenseurs des droits de l'homme ont été arbitrairement arrêtés, détenus ou maltraités : l'arrestation en août et les coups infligés à un membre d'une ONG locale du village de Kwasa-Kwasa, dans le Kasai-Occidental, par trois agents de l'ANR ; l'arrestation et la détention en septembre par des agents de l'ANR

à Kabamba (Kasaï-Occidental) d'un défenseur des droits de l'homme ; enfin l'arrestation et la détention en novembre à Punia (Maniema) du directeur d'une association de la société civile et d'un militant local des droits de l'homme.

Le Gouvernement a généralement coopéré avec les ONG internationales qui ont publié des rapports sur les droits de l'homme et les questions humanitaires et ont autorisé leurs enquêteurs à accéder aux zones de conflit. Contrairement à l'année précédente, il n'y a eu aucune indication que les forces de sécurité menaçaient des membres d'organismes internationaux.

Le Gouvernement a coopéré avec des organisations multilatérales et a autorisé des agences humanitaires internationales à accéder aux zones de conflit, à l'exception de certaines prisons situées dans ces zones. Plusieurs hauts responsables des Nations Unies ont visité le pays durant l'année, y compris l'envoyé spécial M. Olusegun Obasanjo, le Sous-secrétaire général pour le maintien de la paix M. Alain Le Roy, le Représentant du Secrétaire général sur les droits des personnes déplacées M. Walter Kalin, l'expert indépendant sur les droits de l'homme M. Titinga Pacere, et une délégation d'ambassadeurs du Conseil de sécurité.

Les responsables des Nations unies ont librement critiqué les actions du Gouvernement en cours d'année. Durant le premier semestre, l'expert indépendant du Conseil des droits de l'homme des Nations unies sur la situation des droits de l'homme en RDC a exprimé sa préoccupation sur l'ampleur de l'impunité caractérisant les abus de droits de l'homme et formulé des recommandations à l'intention du Gouvernement (voir section 1.e.).

Le 27 mars, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a décidé de ne pas renouveler le mandat de l'expert indépendant sur la situation des droits de l'homme en RDC établi en 2004. Avant cette décision, le 19 mars, Frédéric Titinga Pacere, l'expert indépendant, avait présenté un rapport sur ses deux dernières visites de travail dans le pays (novembre 2007 et mars 2008). Le Gouvernement s'est opposé au renouvellement du mandat de l'expert indépendant parce qu'il y voyait une critique généralisée et reprochait à l'expert de ne pas proposer de solutions ou d'assistance technique.

Un rapport publié en novembre par le Groupe d'experts des Nations Unies sur la RDC a présenté des preuves d'exactions commises par des forces de sécurité gouvernementales et des groupes armés dans l'est du pays, donné des preuves que les gouvernements congolais et rwandais donnaient appui aux groupes armés dans l'est du pays et formulé plusieurs recommandations, parmi lesquelles certaines portaient sur l'exploitation illégale de ressources (voir section 1.g.).

Durant l'année, le gouvernement a collaboré avec la Cour pénale internationale qui a poursuivi ses enquêtes sur les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité perpétrés dans le pays depuis juin 2003.

Le Gouvernement a continué de coopérer avec le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), qui a mené librement ses activités dans les régions contrôlées par le Gouvernement, à la recherche de plusieurs personnes accusées d'avoir participé au génocide rwandais en 1994 et soupçonnées de se trouver en RDC. Toutefois, aucune arrestation n'a été effectuée durant l'année.

Aucune mesure n'a été prise contre les agents de l'ANR qui, en 2007, ont soumis deux responsables des droits de l'homme de la MONUC à des menaces de mort et des violences physiques et les ont expulsés lors d'une visite conjointe de contrôle de cellules de détention de l'ANR.

La Constitution interdit la discrimination pour le motif de race, de sexe ou de religion ; cependant, le Gouvernement n'a pas efficacement fait respecter ces interdictions, en partie à cause de l'absence d'institutions appropriées.

Femmes

La loi criminalise le viol mais le Gouvernement n'a pas efficacement fait respecter cette loi et le viol a été courant dans tout le pays et plus particulièrement dans les zones de conflit de l'est. Selon l'Unicef, plus de 1 000 femmes et filles ont été violées chaque mois dans l'est du pays (voir section 1.g.). La législation promulguée en 2006 a élargi la définition du viol pour y inclure les victimes masculines, l'esclavage sexuel, le harcèlement sexuel, la grossesse forcée et d'autres crimes sexuels qui n'étaient pas auparavant couverts par la loi. Elle a également aggravé les peines encourues pour violence sexuelle, interdit les amendes fixées à l'amiable et les mariages forcés, autorisé les victimes de violence sexuelle à ne pas comparaître devant le tribunal et autorisé les audiences à huis clos pour des raisons de confidentialité. De plus, cette législation a porté à 18 ans l'âge du consentement, créant ainsi un écart par rapport au code de famille en dépassant l'âge actuel auquel les citoyens peuvent contracter mariage. La peine minimale prescrite pour le viol était une peine de cinq ans d'emprisonnement.

Les forces de sécurité du Gouvernement, des groupes armés et des civils ont perpétré de nombreux viols, parfois en masse, sur des femmes et des filles (voir section 1.g.).

Les poursuites pour viol et autres types de violence sexuelle sont restées rares. Les victimes et la rapporteuse spéciale du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, chargée de la question de la violence contre les femmes, ont cité l'impunité générale comme principale cause des violences sexuelles. La plupart des victimes ne faisaient pas suffisamment confiance à la justice pour engager une procédure judiciaire ou craignaient d'être soumises à d'autres humiliations et éventuellement à des représailles.

Il a été courant que la famille fasse pression sur la victime d'un viol pour qu'elle ne dise rien, même aux professionnels de la santé, afin de sauvegarder la réputation de la victime et de sa famille.

Les victimes de la violence sexospécifique faisaient face à une stigmatisation sociale considérable. Après une agression sexuelle, de nombreuses femmes et filles étaient souvent réputées non viables pour le mariage et les femmes mariées étaient souvent abandonnées par leur mari.

Certaines familles ont forcé des victimes de viol à épouser l'homme qui les avait violées ou à ne pas engager de poursuite judiciaire, en échange d'argent ou de biens donnés par le violeur.

La violence familiale contre les femmes a existé dans tout le pays ; toutefois, il n'existait pas de statistiques sur son étendue. Bien que la loi considère les agressions comme un crime, elle ne tient pas spécifiquement compte des violences conjugales et la police est rarement intervenue dans les litiges familiaux. Aucun rapport n'a fait état de procédures engagées par les autorités judiciaires dans des cas de violence familiale ou conjugale.

La loi n'interdit pas les mutilations génitales féminines (MGF) mais aucun rapport n'a fait état de leur pratique.

La Constitution interdit la prostitution forcée et la prostitution des enfants de moins de 18 ans. Bien qu'il n'existe aucune statistiques sur son étendue, la prostitution adulte et infantile a été pratiquée dans tout le pays et des rapports ont fait état de femmes et de filles poussées ou forcées à se prostituer par leur famille. Certains rapports ont fait état de harcèlement ou de viols de prostituées par des membres des forces de sécurité.

Le harcèlement sexuel a existé dans tout le pays ; il n'existait toutefois aucunes statistiques sur son étendue. La loi de 2006 sur les violences sexuelles interdit le harcèlement sexuel et la peine minimale prescrite par la loi est une peine d'emprisonnement d'un à 20 ans. Toutefois, il n'y avait pas de répression effective de cet acte et, à la fin de l'année, les autorités judiciaires n'avaient encore traité aucune affaire.

Les femmes ne jouissaient pas des mêmes droits que les hommes en droit et en pratique. La loi exige qu'une femme mariée obtienne l'autorisation de son mari pour pouvoir effectuer des actes juridiques, notamment la vente ou la location de biens immobiliers, l'ouverture d'un compte bancaire et la demande d'un passeport. Selon la loi, les femmes reconnues coupables d'adultère risquent jusqu'à un an d'emprisonnement ; l'adultère du mari ne peut être réprimé que s'il revêt « un caractère injurieux ».

Les femmes ont été victimes de discrimination économique. La loi interdit aux femmes de travailler la nuit ou d'accepter un emploi sans l'autorisation de leur mari. Selon l'Organisation internationale du travail, les femmes ont souvent été moins bien payées dans le secteur privé que les hommes à travail égal et elles ont rarement occupé des postes d'autorité ou à grande responsabilité.

Enfants

L'engagement du Gouvernement en faveur du bien-être des enfants et l'allocation de crédits à cette rubrique sont restés insuffisants. En pratique, l'école primaire n'était ni obligatoire, ni gratuite, ni universelle et il existait très peu d'écoles opérationnelles financées par l'État. Selon l'Unicef, les combats qui ont repris au mois d'août au Nord-Kivu entre les forces du Gouvernement et les rebelles ont causé la fermeture d'environ 85 % des écoles de la région. Les écoles publiques et privées comptaient généralement que les parents contribuent aux salaires des enseignants et en général, les parents finançaient entre 80 et 90 % des frais de scolarité. Ces dépenses, plus la perte éventuelle de revenus ou de main-d'œuvre pendant que leurs enfants étaient à l'école, ont empêché de nombreux parents d'inscrire leurs enfants à l'école.

Selon l'Unicef, environ 55 % des garçons et 49 % des filles fréquentaient l'école primaire. Les taux de fréquentation de l'école secondaire étaient de 18 % pour les garçons et 15 % pour les filles. Les taux étaient inférieurs pour les filles car de nombreux parents ont préféré envoyer leurs fils à l'école, pour des raisons financières ou culturelles.

La loi interdit toutes les formes de maltraitance des enfants, et l'étendue de ce phénomène était inconnue et très peu étudiée. Bien que les autorités aient procédé à plusieurs arrestations dans le cadre d'abandons et de maltraitance d'enfants en cours d'année, aucun cas n'avait été présenté à la justice à la fin de l'année.

La Constitution interdit l'abandon des enfants pour sorcellerie présumée ; en pratique, ce type d'accusations a entraîné des abandons et des mauvais traitements.

La maltraitance des enfants a été un problème particulièrement grave dans les zones de conflit de l'est. Durant l'année, le HRW a documenté des cas de viols de filles par des soldats de l'armée et par des combattants du CNDP, des FDLR et des milices Maï-Maï. Entre juin 2007 et juin 2008, les Nations Unies ont enregistré 5 517 cas de sévices sexuels contre des enfants en Ituri et au Nord-Kivu et Sud-Kivu.

Un rapport publié en novembre par le Secrétaire général des Nations Unies sur les enfants et le conflit armé en RDC conclut que malgré la diminution du nombre d'allégations d'abus graves commis contre des enfants durant l'année, ceux-ci continuent d'être les principales victimes des conflits faisant rage dans l'est du pays. Dans les Kivu seulement, le rapport indique une augmentation de 38 % par rapport à l'année

antérieure dans le recrutement des enfants. Le rapport attribue également 63 % des allégations de sévices sur des enfants aux groupes armés rebelles présents dans les Kivus. Le rapport attribue également 29 % de la responsabilité des allégations de sévices aux FARDC et 8 % à la PNC.

Toutes les parties au conflit dans l'est utilisent les enfants pour en faire des soldats (voir section 1.g.).

La loi interdit le mariage des filles de moins de 14 ans et des garçons de moins de 18 ans ; des mariages de filles de seulement 13 ans ont pourtant eu lieu. Le paiement de dots a considérablement contribué aux mariages de personnes trop jeunes. Dans certains cas, des parents ont marié une fille contre sa volonté pour toucher une dot ou pour financer la dot d'un fils. La loi sur les violences sexuelles criminalise le mariage forcé. Elle expose les parents à une peine maximale de 12 ans de travaux forcés et à une amende de 166 dollars (92 500 francs congolais) s'ils forcent un enfant à se marier. La peine est double lorsque l'enfant est âgé de moins de 15 ans. Aucun rapport n'a fait état de poursuites engagées pour mariage forcé en cours d'année.

La prostitution infantile a existé dans tout le pays ; il n'existait toutefois aucune statistiques sur son étendue. Selon le HRW et l'ONG locale Lazarius, la police de Kinshasa a extorqué des services sexuels à des enfants prostitués.

Les enfants des rues du pays, dont le nombre était estimé à 50 000, comprenaient de nombreux enfants accusés de sorcellerie, des réfugiés et des orphelins de guerre, ainsi que des enfants ayant un domicile et une famille. De nombreuses églises de Kinshasa ont pratiqué l'exorcisme sur des enfants, avec isolement, coups et flagellation, jeûne et ingestion forcée de purgatifs.

Le Gouvernement est mal préparé pour s'occuper d'un grand nombre d'enfants sans abri. Un grand nombre se sont livrés à la prostitution sans l'intervention d'un tiers, bien que certains y aient été contraints. En général, les citoyens ont considéré les enfants des rues comme des délinquants qui commettaient de petits délits, mendiaient et se prostituaient, et ont approuvé les mesures prises contre eux. Les forces de sécurité ont maltraité et arbitrairement arrêté des enfants des rues (voir sections 1.c. et 1.d.).

De nombreux rapports ont signalé que les enfants des rues étaient contraints de payer les agents de police pour pouvoir dormir dans des bâtiments vacants et de leur remettre un pourcentage des biens volés sur de grands marchés.

Plusieurs ONG ont collaboré efficacement avec la MONUC et l'Unicef pour défendre les droits de l'enfant dans tout le pays.

Traite des personnes

Plusieurs lois interdisent des actes spécifiques de traite des personnes ; des rapports crédibles ont pourtant fait état de ce phénomène, en particulier dans l'est. La loi de 2006 sur les violences sexuelles, qui interdit la prostitution forcée et l'esclavage sexuel, ainsi que la législation interdisant l'esclavage, le viol et la prostitution infantile, faisaient partie des lois qui auraient pu être utilisées par le Gouvernement pour engager des poursuites contre des trafiquants. La Constitution interdit la servitude involontaire et l'utilisation d'enfants soldats ; cependant, les lois existantes n'interdisent pas toutes les formes de traite.

Le pays a été l'origine et la destination de la traite d'hommes, de femmes et d'enfants aux fins de travail forcé et d'exploitation sexuelle. Des rapports ont fait état d'enfants prostitués dans des maisons closes ou par des réseaux vaguement organisés, dont certains étaient exploités par des soldats des FARDC. Des femmes et des enfants auraient été emmenés en Afrique du Sud par des trafiquants pour y être soumis à

l'exploitation sexuelle. Il n'existait aucune information statistique sur l'étendue de la prostitution adulte ou infantine.

La MONUC et l'ONG Save the Children estiment le nombre d'enfants travaillant dans le secteur des mines à des dizaines de milliers, la plupart comme mineurs artisanaux travaillant dans des conditions extrêmement dangereuses.

La majorité du trafic signalé a eu lieu dans les provinces instables de l'est et était l'œuvre de groupes armés échappant au contrôle du Gouvernement (voir section 1.g.). Des groupes armés, congolais et étrangers, dont notamment les FDLR, le CNDP et plusieurs milices locales (Mai-Mai) ainsi que l'Armée de résistance du Seigneur liée à l'Ouganda continuent d'enlever et de recruter par la force des hommes, des femmes et des enfants ainsi qu'un petit nombre d'enfants rwandais et ougandais dont ils se servent comme ouvriers (y compris dans les mines), porteurs, travailleurs domestiques, combattants et esclaves sexuels. Parfois, des éléments des FARDC ont détenu des femmes et des hommes pour des travaux forcés temporaires. Durant l'année, il a été rapporté une fois que des soldats non intégrés des FARDC recrutaient encore des enfants (voir section 1.g.). Les troupes du CNDP habillées en civil ont fait de fausses promesses aux habitants, leur faisant miroiter des emplois dans le secteur civil, et ont enrôlé un nombre inconnu d'hommes et garçons congolais réfugiés dans des camps au Rwanda et des dizaines d'enfants rwandais de la région ouest de ce pays pour les forcer à travailler et servir de soldats dans le pays. En raison des enlèvements perpétrés par l'Armée de résistance du Seigneur durant l'année et en 2007, on estime à 800 le nombre de femmes et d'enfants enlevés qui sont demeurés dans ses rangs dans le parc national de Garamba, et à 1 500 le nombre de femmes congolaises et leurs enfants restés en Ouganda après y avoir été transportés en tant qu'esclaves sexuels ou domestiques en 2004.

Tous les groupes armés rebelles dans l'est du pays ont redoublé d'efforts pour recruter des enfants, surtout ceux qui étaient auparavant utilisés comme soldats, pour leur servir de soldats et d'esclaves sexuels, selon l'ONG Save the Children (voir section 1.g.). La loi interdit spécifiquement la prostitution infantine, la prostitution forcée, le proxénétisme et le trafic de personnes pour les soumettre à l'exploitation sexuelle et elle prévoit des peines de 10 à 20 ans d'emprisonnement pour ces crimes. Aucun rapport n'a fait état d'enquêtes ou de poursuites engagées contre des trafiquants en cours d'année.

Les autorités militaires n'ont engagé aucune procédure contre les commandants qui utilisaient des enfants soldats. Dans la province du Sud-Kivu, huit enfants qui ont été identifiés par des agents de la protection de l'enfance dans les rangs d'une unité des FARDC commandée par un certain capitaine Mulenga en 2006 sont restés dans l'unité et aucune procédure n'a été engagée contre lui. Le colonel Jean-Pierre Biyoyo, condamné pour le recrutement d'enfants soldats, s'est évadé de la prison de Bukavu dans la province du Sud-Kivu en 2006. Il est réapparu en mars 2007 à Bukavu dans une délégation des FARDC et a été rétrogradé ; il est maintenant lieutenant-colonel. En 2007, il a servi dans les brigades mixtes dans le Nord-Kivu, en tant qu'aide de l'ancien général des FARDC Laurent Nkunda selon certaines sources, et il est resté dans les forces du général Nkunda après la dissolution des brigades mixtes.

Le ministère de la Justice était chargé de lutter contre la traite. Les autorités chargées de l'application de la loi ont rarement été en mesure de faire respecter les lois existantes à cause du manque de personnel, de formation et de financement et de l'inaccessibilité des régions orientales du pays.

Les programmes de lutte contre la traite du Gouvernement ont été limités et ont manqué de ressources. Toutefois, le programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion a donné lieu à une campagne nationale de sensibilisation en partenariat avec la MONUC et des autorités locales contre le recrutement d'enfants pour en faire des soldats à Kinshasa, Goma et Bukavu en juin. Les actions de plaidoyer ont ciblé les chefs militaires comme les dirigeants civils. Pour le grand public, le programme a produit des sketches, des messages d'intérêt public, et des débats transmis par six stations de radio et de

télévision en juillet et août. Un rapport trimestriel d'activités paru le 30 septembre indique que le programme de démobilisation a dépêché des équipes de terrain dans 23 sites des provinces du Sud-Kivu, Nord-Kivu, Katanga et de l'Équateur.

Les autorités provinciales du Katanga ont également financé et géré un centre pour les enfants à risque de Lubumbashi ; elles ont collaboré avec Save the Children, Solidarity Center et d'autres ONG afin d'éloigner les enfants du secteur minier et les faire intégrer dans le système d'éducation traditionnel.

Le Gouvernement a formé des policiers et des militaires à la prévention des violences sexuelles et de l'utilisation d'enfants soldats. Le Gouvernement n'a pas tenté d'identifier les victimes de trafiquants parmi les groupes vulnérables de la population. Il n'a financé ni services de protection ni aide aux victimes de trafiquants mais il a autorisé des ONG à leur proposer des services.

Le Gouvernement, en coordination avec la MONUC, a conclu des accords avec des milices dans le district de l'Ituri, le CNDP dans le Nord-Kivu et les Mai-Mai dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, qui incluait des dispositions pour la démobilisation des enfants soldats ; en général, les groupes n'ont cependant pas respecté ces accords.

Le rapport annuel du Département d'État sur la traite des personnes peut être consulté à l'adresse www.stat.gov/g/tip.

Personnes handicapées

La loi interdit la discrimination contre les personnes handicapées ; cependant, le Gouvernement n'a pas efficacement fait respecter ces dispositions et les personnes handicapées ont souvent eu du mal à trouver un emploi ou à bénéficier d'une formation ou de services publics.

La loi ne rend pas obligatoire l'accessibilité des bâtiments ou des services publics aux personnes handicapées. Certaines écoles pour personnes handicapées, y compris pour les aveugles, ont reçu des fonds privés et un financement public limité pour assurer la scolarité et proposer des formations professionnelles.

Minorités nationales/raiales/ethniques

Les membres de tous les groupes ethniques du pays, qui en compte plus de 400, ont pratiqué la discrimination sociétale fondée sur l'origine ethnique et la discrimination était manifeste dans les habitudes de recrutement dans certaines villes. Aucun rapport n'a fait état de mesures prises par le Gouvernement pour résoudre ce problème.

Selon le Bureau commun des Nations Unies, les forces de sécurité de Kinshasa ont parfois harcelé, arbitrairement arrêté ou menacé des membres de groupes ethniques de la province de l'Équateur. Les forces de sécurité des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu ont parfois harcelé, arbitrairement arrêté ou menacé des membres de nombreux groupes ethniques différents y résidant.

La discrimination contre les personnes atteintes d'albinisme était répandue et a limité leur capacité d'obtenir des emplois, des soins de santé, des services éducatifs ou de contracter mariage. Elles ont été souvent ostracisées par leurs familles et leurs communautés. Une enquête menée en 2007 à Kisangani par le Programme des Nations Unies pour le développement révèle que 83 % des parents ont déclaré que leurs enfants travaillaient bien à l'école, mais que 47 % ont révélé un sentiment d'humiliation parce que leurs enfants étaient atteints de ce trouble.

Peuples indigènes

Le pays a une population de 10 000 à 20 000 Pygmées (Twa, Mbuti, entre autres), considérés comme les peuples d'origine du pays ; ils ont continué à être victimes de discrimination sociétale en cours d'année. La plupart des Pygmées n'ont participé à aucun processus politique et ont continué à vivre dans des zones isolées. En cours d'année, les combats entre des groupes armés et les forces de sécurité du Gouvernement dans la province du Nord-Kivu ont provoqué le déplacement de certaines populations pygmées.

Il a été rapporté que dans certaines régions du pays, les chefs traditionnels (mwami) et les personnes fortunées capturaient des Pygmées pour les réduire en esclavage. Ceux qui étaient capturés étaient connus sous le nom de « badja » et considérés comme la propriété privée de leurs maîtres. Durant l'année, l'Organisation mondiale des populations paysannes et indigènes a réalisé une campagne de trois mois pour libérer ces personnes. Ainsi, le 18 août, sur 96 Pygmées détenus comme esclaves qui ont été mis en liberté, 46 personnes appartenaient à des familles réduites en esclavage depuis plusieurs générations.

Aucune mesure n'a été prise contre les agents de la PNC qui, en novembre 2007, avaient arrêté un Pygmée et soumis celui-ci à un traitement cruel, inhumain et dégradant sans raison apparente.

Autres abus et discrimination sociétaux

Il n'a pas été fait état de discrimination ou de violence sociétale en raison de l'orientation sexuelle ou de la séropositivité de certains individus.

En juillet, le président Kabila a promulgué une nouvelle loi adoptée au parlement et qui protège les personnes séropositives de toute discrimination.

Section 6 Droits des travailleurs

a. Liberté syndicale

La Constitution garantit à tous les travailleurs (sauf aux fonctionnaires et aux membres des forces de sécurité) le droit de fonder des syndicats et de s'y affilier sans autorisation préalable ni exigences excessives. Sur une population active estimée à 24 millions d'adultes, 128 000 employés du secteur privé (0,5 pour cent) étaient syndiqués, selon l'American Center for International Labor Solidarity (Solidarity Center). Aucune information n'était disponible sur le nombre de syndiqués dans le secteur public. Le secteur informel, qui comprend l'agriculture de subsistance, constituait au moins 90 pour cent de l'économie. La loi garantit aux syndicats le droit d'exercer leurs activités librement et de négocier de façon collective ; toutefois, le Gouvernement n'a pas toujours protégé ces droits.

Contrairement à l'année précédente, aucune arrestation de dirigeants syndicalistes ou de suspension forcée des réunions syndicales par la police n'a été signalée.

Les entreprises privées ont souvent enregistré des syndicats factices pour créer la confusion parmi les travailleurs et les décourager d'organiser de véritables syndicats. Selon le Solidarity Center, un grand nombre de syndicats parmi les 400 que comptait le secteur privé n'avaient aucun membre et avaient été établis par la direction, en particulier dans le secteur des ressources naturelles.

La Constitution garantit le droit de grève et les travailleurs l'ont parfois exercé. Cette année, les enseignants, magistrats et travailleurs du secteur sanitaire ont organisé des grèves à grande échelle ; la plupart de ces manifestations portaient sur le non-paiement de salaires et la médiocrité des services fournis durant plusieurs semaines consécutives. Toutefois, en pratique, les travailleurs n'ont pas pu effectivement exercer ce droit dans les petites et moyennes entreprises. Le nombre de demandeurs

d'emploi étant énorme, les entreprises et les magasins pouvaient remplacer immédiatement les travailleurs tentant de syndicaliser leurs collègues, de négocier collectivement ou de faire la grève et, selon le Solidarity Center, c'est ce qu'ont fait des entreprises et des magasins en cours d'année. La loi exige que les syndicats obtiennent une autorisation préalable du ministère du Travail et suivent de longues procédures obligatoires de conciliation et de médiation avant de faire grève. La loi interdit aux employeurs et au Gouvernement d'engager des actions de représailles contre les grévistes mais le gouvernement n'a pas appliqué cette loi effectivement.

Selon la BBC, le 6 mars, la police a tiré sur la foule, tuant ainsi un garçon de 15 ans durant des affrontements avec des centaines de mineurs artisanaux. Les hostilités ont commencé lorsque la police a commencé à déplacer des travailleurs artisanaux pour les faire débarrasser une concession appartenant à GECAMINES, organisme mixte, près de Likasi dans le Katanga.

b. Liberté syndicale et de négociation collective

Dans la pratique, la négociation collective s'est révélée inefficace. Les salaires du secteur public ont été fixés par décret gouvernemental et les syndicats n'ont été autorisés à agir qu'en qualité de conseil. La plupart des syndicats du secteur privé ont fait payer des cotisations aux travailleurs mais n'ont pas réussi à négocier collectivement en leur nom.

La loi interdit la discrimination contre les employés syndiqués mais les autorités n'ont pas efficacement fait respecter cette réglementation. La loi exige également que les employeurs réintègrent les travailleurs licenciés pour activités syndicales.

Il n'existe pas de zones franches d'exportation.

c. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La Constitution interdit le travail forcé ou obligatoire, y compris par les enfants ; cependant, bien qu'aucunes statistiques ne soient disponibles, les deux ont été pratiqués dans tout le pays.

Les forces de sécurité du Gouvernement ont continué de forcer des hommes, des femmes et des enfants, y compris des personnes déplacées, à travailler comme porteurs, mineurs et domestiques.

Les forces militaires n'ont pris aucune mesure contre les soldats des FARDC qui recouraient au travail forcé et enlevaient des civils à ces fins en 2007 et 2006.

Dans le secteur minier, des intermédiaires et des négociants ont acquis des minerais bruts auprès de mineurs sans licence en échange d'outils, de nourriture et d'autres produits. Les mineurs qui ne fournissaient pas suffisamment de minerais devenaient esclaves de leurs dettes, forcés à continuer à travailler pour acquitter les arriérés. Le Gouvernement n'a pas essayé de régulariser cette pratique.

Des groupes armés échappant au contrôle du Gouvernement central ont soumis des civils, y compris des enfants, au travail forcé et à l'esclavage sexuel (voir section 1.g.).

d. Interdiction du travail des enfants et âge minimum d'accèsion à l'emploi

Il existait des lois pour protéger les enfants de l'exploitation sur le lieu de travail ; cependant, les agences du Gouvernement n'ont pas efficacement fait respecter les lois sur le travail des enfants. Le travail des enfants est resté un problème dans tout le pays et des rapports ont continué de faire état d'enfants forcés à travailler. Bien qu'aucun rapport ne fasse état de grandes entreprises utilisant le travail des enfants, il a été

courant dans le secteur informel, en particulier dans les mines et l'agriculture de subsistance. Pour garantir leur survie, les familles encourageaient souvent les enfants à travailler pour gagner de l'argent.

Bien que l'âge d'admission à un emploi à plein temps sans autorisation parentale soit de 18 ans, les employeurs peuvent embaucher légalement des mineurs de 15 à 18 ans avec l'autorisation d'un parent ou d'un tuteur. Les moins de 16 ans peuvent travailler quatre heures par jour au maximum. Le transport de charges lourdes est limité pour tous les mineurs.

Le ministère du Travail est chargé d'investiguer tous les abus commis dans le cadre du travail des enfants, mais il n'existe pas de service d'inspection réservé aux enfants qui travaillent. Des ONG ont continué d'exercer des pressions sur le ministère du Travail pour qu'il se penche sur la question, mais en vain.

Les tribunaux pénaux ont continué d'être saisis d'affaires de plaintes en rapport avec le travail des enfants, et les ONG et l'Organisation internationale du travail ont pressé les procureurs de traduire en justice les contrevenants aux lois sur le travail des enfants.

Les forces de sécurité et des groupes armés ont aussi soumis des enfants, y compris des enfants soldats, au travail forcé dans les mines.

Les enfants constituent jusqu'à 30 pour cent de la main-d'œuvre dans le secteur informel (« artisanal ») des mines. Dans les régions minières des provinces du Katanga, du Kasai-Occidental, Orientale, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, les enfants ont fait un travail dangereux dans les mines, souvent souterraines. Dans de nombreuses régions du pays, des enfants âgés de cinq à 12 ans ont cassé des cailloux pour faire du gravier pour un faible salaire.

En novembre 2007, une équipe de terrain du Bureau commun des Nations Unies à Misisi, dans la province du Sud-Kivu, a observé plusieurs enfants travaillant dans des mines d'or illégales pour des soldats des FARDC du 115^e bataillon. Les autorités n'avaient engagé aucune procédure contre les soldats à la fin de l'année.

La prostitution des enfants, y compris la prostitution forcée, a été pratiquée dans tout le pays.

Selon un rapport de Save the Children paru en juin 2007, 12 000 enfants du Kasai-Oriental étaient employés sur 20 sites de mines diamantifères sans licence. Les enfants creusaient, transportaient et lavaient les cailloux pour chercher des diamants. Dans des mines situées près de Tumpatu, dans la province du Kasai-Oriental, des filles d'environ 12 ans travaillaient comme prostituées. Selon le rapport, des préadolescents travaillaient aussi à creuser des tombes dans les cimetières pour 1 \$ à 2 \$ (500 à 1 000 francs congolais) par jour et comme plongeurs et gardiens dans des restaurants pour 0,25 \$ à 0,50 \$ (125 à 250 francs congolais) par jour. Aucune mesure n'a été prise contre les exploitants et superviseurs des mines.

Les parents faisaient souvent faire des travaux agricoles dangereux et difficiles aux enfants. Des enfants envoyés chez d'autres membres de la famille par leurs parents qui ne pouvaient pas subvenir à leurs besoins sont parfois effectivement devenus la propriété de ces familles qui les ont soumis à des violences physiques et sexuelles et ont exigé qu'ils accomplissent des tâches ménagères.

Le ministère du Travail, le ministère de la Femme et de la Jeunesse, le ministère des Affaires sociales et le Comité national de lutte contre les pires formes de travail des enfants faisaient partie des agences du Gouvernement chargées de lutter contre le travail des enfants. Ces agences n'avaient pas de budget pour les inspections et elles n'ont mené aucune enquête en cours d'année.

e. Conditions de travail acceptables

Dans le secteur informel, les employeurs n'ont souvent pas respecté la loi sur le salaire minimal de 1 \$ (environ 500 francs congolais) par jour. Le salaire mensuel moyen n'offre pas des conditions de vie décentes à un travailleur et sa famille. Les salaires des fonctionnaires sont restés bas, allant de 50 \$ à 110 \$ (de 25 000 à 55 000 francs congolais) par mois, et les arriérés de salaires étaient courants pour les fonctionnaires et les employés des entreprises publiques (semi-publiques). Plus de 90 pour cent des travailleurs étaient actifs dans l'agriculture de subsistance, le commerce informel, les mines ou d'autres activités informelles.

La loi définit différentes durées de travail hebdomadaire, allant de 45 à 72 heures, selon les postes. La loi prescrit aussi des périodes de repos et une majoration de salaire pour les heures supplémentaires mais, en pratique, les employeurs n'ont souvent pas respecté ces dispositions. La loi n'établit aucun système de surveillance ou d'application de la loi et, en pratique, les entreprises sont souvent passées outre ces normes.

La loi définit des normes de santé et de sécurité ; cependant, les agences du Gouvernement ne les ont pas effectivement fait respecter. Aucune disposition de la loi ne garantit aux travailleurs le droit d'éviter les situations de travail dangereuses sans risquer de perdre leur emploi.

Selon l'ONG Pact, 10 millions de mineurs travaillent dans le secteur informel au niveau national et jusqu'à 16 pour cent de la population pourrait dépendre indirectement de cette industrie minière soi-disant artisanale, ou à petite échelle. Beaucoup ont été victimes de violences infligées par des gardiens et les forces de sécurité pour avoir illégalement pénétré dans des concessions minières.